La Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale a été la première des deux conflagrations impliquant directement ou indirectement le monde entier. Cette guerre, officiellement terminée le 11 novembre 1918, continue à peser sur l'histoire contemporaine, à commencer par les frontières qu'elle avait tracées à l'époque. En outre, au lieu d'être la « der des ders », elle n'a été que la première phase d'un affrontement qui devait reprendre moins de vingt ans plus tard, en plus féroce encore.

Anatole France avait déjà exprimé, de façon concise, l'essentiel : « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels.* » Mais qui étaient donc ces industriels dont la concurrence, les rivalités, allaient conduire à la guerre ? Qu'est-ce qui, dans les rapports mouvants entre une demi-douzaine de bourgeoisies conquérantes, rendait cette guerre inéluctable ? Et pourquoi cela n'a-t-il pas été empêché ?

Voilà quelques-unes des questions abordées dans cet ouvrage.

La collection **Éclairage** a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2915727-22-7

Prix TTC : 8 €

Photo de couverture
Le cimetière militaire
de Craonnelle
© LBC

www.lesbonscaracteres.com

Éclairage

La Première Guerre mondiale

2

lbc

Éclairage

Histoire



La Première Guerre mondiale

Dix millions de morts pour un repartage du monde

Rémi Adam

les bons caractères lbc

La Première Guerre mondiale

Dix millions de morts pour un repartage du monde

Tous droits réservés
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2915727-22-7
Dépôt légal 2e trimestre 2010

Éclairage
Histoire

– n° 2 –

La Première Guerre mondiale

Dix millions de morts pour un repartage du monde

Rémi Adam

LES BONS CARACTÈRES
6, rue Florian – 93500 Pantin

Introduction

Il y a un peu plus de quatre-vingt-dix ans, le onzième jour du onzième mois de l'année 1918, à onze heures, les combats cessèrent sur les champs de bataille d'Europe occidentale après quatre années et demie d'une guerre dans laquelle avaient été enrôlés soixante-dix millions d'hommes. Toutes les grandes puissances étant reliées par une même économie et s'étant déjà partagées le monde avant 1914, le conflit avait vite dépassé les frontières du « Vieux Continent » pour se transformer en une guerre mondiale, sur terre comme sur mer. Une guerre qui fut loin d'ailleurs de se terminer à la date de l'armistice : les combats continuèrent en effet dans de nombreux pays, ou reprirent, pendant de longues années. Quant aux conséquences de cet affrontement entre les plus grandes puissances industrielles du moment, elles furent durables et imprimèrent de leur sceau toute une période historique.

Le bilan humain était effroyable : plus de dix millions de morts, des dizaines de millions de blessés, dont bon nombre de soldats gazés qui devaient décéder dans les années qui suivirent. L'Allemagne déplorait la perte de deux millions de ses soldats, la Russie un million huit cent mille, la France un million trois cent mille, l'Autriche-Hongrie un million cent mille, le Royaume-Uni sept cent cinquante mille. Des millions de vies brisées, d'invalides affreusement mutilés dans leurs chairs comme dans leur âme, dont beaucoup ne devaient jamais se remettre de leurs traumatismes. Les plus touchées étaient les jeunes générations. Sur le plan démographique, c'était une saignée, doublée d'un déficit des naissances dont la plupart des pays

ne se relèveront que très lentement et qui devait imprégner durablement les sociétés européennes.

À cette hécatombe, qui n'inclut pas les victimes arméniennes des massacres orchestrés par l'État turc à partir de 1915 au nom de ses impératifs militaires dans son face à face avec la Russie, il faudrait ajouter en outre une partie des quarante millions de victimes que causa la grippe dite « espagnole » à partir de 1917. Car les déplacements massifs d'hommes d'un continent à l'autre, la promiscuité au front et dans les camps de prisonniers, l'affaiblissement des populations dû à la sous-alimentation pendant toute la durée de la guerre, jouèrent sans doute un rôle non négligeable dans la propagation de la maladie.

Le bilan matériel était lui aussi impressionnant, puisque des dizaines de milliers de kilomètres de routes, de voies ferrées étaient hors d'usage, des centaines de milliers d'habitations détruites, des millions d'hectares rendus incultivables pour des années et pour certains situés en « zone rouge », à jamais. Longtemps encore, en France, les agriculteurs récolteront ces « moissons de fer » héritées de la guerre qui continuent à provoquer chaque année des accidents mortels.

Tel est en effet le produit abominable des mille cinq cent soixante-deux jours de combats de la Première Guerre mondiale commencée en août 1914.

Mais comment raconter aujourd'hui cette tragédie ?

Alors que viennent de disparaître les derniers témoins vivants, tout le monde s'accorde à reconnaître et à dénoncer la brutalité des affrontements qui marqua ces années, l'horreur des bombardements, la folie des offensives dans lesquelles les états-majors lançaient les soldats face aux mitrailleuses, les souffrances physiques

et psychiques des combattants comme des civils. La dénonciation de l'horreur de la guerre n'est d'ailleurs pas nouvelle. Dès 1915, le pape lui-même parlait de « *carnage affreux* », et d'« *horrible boucherie qui déshonore l'Europe* ». Le roman d'Henri Barbusse, *Le Feu*, qui ne cachait rien de la dureté de la vie dans les tranchées, fut récompensé par le jury du prix Goncourt en 1916 et connut le succès auprès d'un large public. Après quelques mois de guerre, personne n'osait plus prétendre que la guerre serait une aventure virile de quelques semaines comme les journaux de tous les pays l'avaient claironné à l'été 1914.

On sait également que la mémoire du conflit mondial a nourri la vie politique des années 1920 et 1930, et ce de diverses manières : le pacifisme pour les uns, le nationalisme exacerbé pour les autres, mais aussi l'internationalisme porté par le mouvement ouvrier, en particulier sa composante communiste liée à la Troisième Internationale.

Les débats parmi les historiens continuent toujours en revanche quant à l'appréciation des mécanismes, et au poids respectif des différents facteurs qui ont précipité l'Europe puis le monde dans la guerre au lendemain de l'assassinat de l'héritier du royaume d'Autriche-Hongrie, à Sarajevo, le 28 juin 1914. Certains auteurs refusent encore, par exemple, de voir dans la lutte des grandes puissances sur le plan économique, et dans le mouvement général d'expansion coloniale du XIX^e^ siècle, une cause essentielle du déclenchement du premier conflit mondial.

D'une façon générale, la guerre de 1914-1918 n'est pas un « objet froid » d'étude. Elle fait toujours l'objet de prises de position qui, au-delà des avancées de la recherche, reflètent encore les points de vue nés dans le creuset de la guerre et de la Révolution russe. Le

journal *Le Monde* pouvait ainsi titrer en mars 2006 : *1914-1918. Guerre de tranchées entre historiens*.

On en a un exemple frappant avec l'opposition entre ceux qui font du « consentement » supposé des soldats à la guerre la clé de voûte de leur analyse et ceux qui privilégient, à juste titre, les diverses « contraintes », physiques, juridiques, sociales ou culturelles ayant pesé sur les combattants.

Les premiers, qui donnent en quelque sorte le ton aux manuels scolaires et universitaires actuels, incriminent ainsi en dernière analyse la « folie humaine » et les populations elles-mêmes. Ils considèrent en effet que celles-ci ont « consenti » à cette guerre et à sa perpétuation des années durant. Ce seraient, écrit l'un d'eux, « *les passions nationales qui portèrent les peuples européens à s'entretuer pendant quatre ans* », et le patriotisme qui cimenta dans un « *grand consentement* » les différentes armées.

Ces auteurs refusent donc de voir dans les mesures de propagande, de surveillance et de répression des États envers leurs troupes et l'arrière des moyens qui auraient pu maintenir de façon décisive les soldats en ligne.

Cette question historiographique ressurgit régulièrement, en particulier à propos de l'appréciation des mouvements de mutineries de l'année 1917. Ceux-ci, comme la répression qui les accompagna, ne sont aujourd'hui plus passés sous silence, mais, paradoxalement, ils sont parfois exploités pour « démontrer » que, au fond, les soldats ne remettaient pas véritablement la guerre en cause. C'était déjà l'axe principal de l'ouvrage fondateur de Guy Pédroncini sur le sujet en 1967. Certains auteurs restent persuadés que les soldats français furent et restèrent « patriotes » jusqu'au bout du conflit parce qu'ils adhéraient aux « valeurs de la République ».

Il est cependant un fait largement ignoré ou sous-évalué par ces différentes approches : c'est la responsabilité des différents partis socialistes qui, à de rares exceptions, au moment de mener la lutte contre cette guerre, trahirent tous les engagements qu'ils avaient pris pendant les deux décennies précédentes.

Or le ralliement en août 1914 des dirigeants de l'Internationale socialiste – et de la plupart des partis qui la composaient – à « l'union sacrée » avec les partis et les classes dirigeantes qu'ils avaient combattus jusque-là, fut un acte fondamental, ainsi qu'une tragédie sans précédent pour le mouvement ouvrier. Ces dirigeants n'étaient bien entendu pas responsables du conflit lui-même, ni de son extension. Mais en votant les crédits de guerre et en se faisant ainsi les complices du militarisme et des différents nationalismes à l'œuvre, ils avaient désarmé pour de nombreuses années la fraction non négligeable de la population qui leur faisait confiance.

* * *

Nous reviendrons d'abord dans cet ouvrage sur les origines de la Première Guerre mondiale et sur la façon dont les sociétés entrèrent en guerre.

Nous exposerons ensuite les grandes phases du conflit, non sans nous interroger sur les transformations essentielles que la guerre entraîna dans tous les pays et sur la façon dont les gouvernements et les états-majors sont parvenus à maintenir la cohésion de leurs troupes.

Un troisième temps sera consacré à la période qui s'ouvre avec l'année 1917 par la révolution en Russie et se clôt, après la fin de la guerre elle-même et la défaite des empires centraux, par la signature des traités de paix[1].

1. Plutôt que d'ajouter des notes en bas de page, nous avons fait le choix de renvoyer le lecteur aux indications bibliographiques situées en fin d'ouvrage.

Chapitre I

Aux origines du conflit

La guerre, produit de la domination des grandes puissances et des rivalités coloniales

À partir de la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, l'expansion économique enclenchée par la révolution industrielle fut marquée par l'essor de la grande industrie, celle du chemin de fer, de l'acier et du charbon notamment, mais aussi par la recherche de nouveaux débouchés, de nouvelles sources de profits et de rapine. Les capitaux et les bénéfices des différentes bourgeoisies ne trouvant plus à s'investir avec une rentabilité suffisante sur les marchés nationaux, l'heure était à la conquête et à la domination de nouveaux territoires.

Ce mouvement était principalement le fait des grandes puissances européennes, à commencer par les deux premières, la Grande-Bretagne et la France, suivies par la Belgique, l'Allemagne ou l'Italie. En dehors du Vieux Continent, deux autres puissances industrielles émergeaient dans leur propre sphère d'influence, les États-Unis et le Japon.

Produit du développement inégal de l'économie capitaliste, la domination par ces quelques États sur l'économie du monde,

prit des formes différentes. Elle s'exprima en particulier par les conquêtes et le pillage colonial. Mais la suprématie du capital financier et industriel s'étendit par d'autres canaux et dans d'autres États, sans que l'indépendance politique de ces pays ne fût formellement remise en cause.

Le partage colonial

Jusqu'en 1914, l'Europe regroupait un quart de la population, mais surtout 60 % de la production industrielle mondiale. Le colonialisme, ainsi que le commerce et l'exploitation des esclaves qui l'avaient presque systématiquement accompagné, constituait un indicateur et l'une des bases de cette domination depuis le XVI^e^ siècle. Mais son poids dans la production et les échanges fut considérablement renforcé et étendu dans le dernier tiers du XIX^e^ siècle, au cours de ce que Suzanne Berger a qualifié de « *première mondialisation* ». Une période marquée par la suprématie des plus grands groupes industriels et financiers, par l'exportation massive des capitaux issus des puissances dominantes : un stade d'expansion du capitalisme défini par de nombreux contemporains, dont Lénine, comme celui de l'impérialisme. Au total, les empires coloniaux couvraient au tournant du siècle 47 millions de km^2 et rassemblaient près d'un demi-milliard d'habitants, au point que les terres libres de conquêtes et les territoires restés indépendants, notamment sur le continent africain, n'étaient plus que de rares exceptions.

Par son antériorité, son étendue (un quart des terres émergées), l'ampleur de ses ressources et sa population (près de 450 millions

d'habitants), l'Empire britannique, qui avait atteint son apogée sous la reine Victoria, demeurait de loin le plus puissant.

L'Empire français, dont la IIIe République avait assuré l'essentiel de l'extension, venait en second (11 millions de km² et 48 millions d'habitants) devant ceux de la Belgique (2,4 millions de km² et 15 millions d'habitants), des Pays-Bas (2 millions de km² et 38 millions d'habitants) et du Portugal (2,1 millions de km² et 9,3 millions d'habitants).

Pénalisés par l'unification tardive de leur propre État au cours du XIXe siècle, et donc par le retard de leur économie au moment du partage colonial, les industriels, banquiers et commerçants allemands et italiens n'avaient participé que sur le tard à ces conquêtes. Ils n'en avaient donc retiré que quelques miettes, représentant malgré tout plusieurs fois la taille de leur propre pays, soit respectivement 2,9 millions et 1 million de km².

Or ces empires, s'ils n'attiraient pas la fraction la plus importante des capitaux disponibles, constituaient malgré tout un débouché indispensable pour les économies des pays industrialisés. Pour ne prendre que l'exemple français et quelques secteurs représentatifs, les exportations de la Métropole vers les colonies représentaient vers 1914 jusqu'à 85 % de la production des industries du coton, 80 % des constructions métalliques en fer ou en acier, les trois quarts de la production de bière, 56,6 % des rails de fer ou d'acier, 53,5 % des chaussures, 39,1 %, des sucres raffinés. Autant dire que les industriels n'entendaient pas se priver d'une telle manne – ou la laisser à leurs concurrents – et que la remise en cause du partage ne pouvait venir en Europe que de ceux qui étaient les plus mal servis, à commencer par les grandes industries allemandes en plein essor.

Le développement très rapide de l'économie Outre-Rhin depuis le dernier quart du XIX^e^ siècle, avait, par la force des choses, aiguisé leur appétit de conquêtes. Ce pays avait vu en effet sa population tripler au cours du XIX^e^ siècle pour atteindre 68 millions en 1914, alors que la France, dont la démographie était particulièrement atone, n'en comptait que 40 millions. L'Allemagne occupait la première place pour l'industrie électrique et les produits chimiques, la deuxième pour le fer, la fonte, l'acier, le zinc, la troisième pour la houille. L'empire sur lequel régnait Guillaume II avait donc supplanté la domination britannique en ce domaine pour devenir la première puissance industrielle du Vieux Continent, mais sans pouvoir disposer des mêmes ressources et des mêmes débouchés coloniaux.

Les autres formes de la domination des grandes puissances

La domination des grandes puissances et des maîtres de l'industrie et de la finance ne s'exerçait pas sous cette seule forme. Elle s'était étendue à l'ensemble de la planète et avait lié à elle les peuples des différents continents par d'autres chaînes tout aussi solides.

Le capitalisme nord-américain avait achevé la conquête de son propre territoire. Il avait donc commencé à imposer sa loi à l'ensemble du continent américain par une série d'interventions armées depuis la fin du XIX^e^ siècle, à commencer par l'Amérique centrale, Haïti, Cuba, et jusqu'aux Philippines.

En Asie, toutes les grandes puissances économiques, auxquelles s'était adjoint le Japon, s'étaient entendues, au nom du principe de la « porte ouverte » défini par les États-Unis, et avaient cette fois

allié leurs forces pour mieux dépecer la Chine, dont l'État était déjà fortement affaibli depuis le milieu du XIX^e^ siècle et les « guerres de l'opium », et la partager en zones d'influence. Fait significatif de cette période, un corps expéditionnaire international composé de plusieurs milliers de soldats, placés sous commandement allemand, fut envoyé en 1900 en Chine pour écraser, au prix de plusieurs milliers de victimes, la révolte des Boxers, une des premières expressions du nationalisme chinois.

Deux anciens empires, celui des tsars et celui des sultans, l'Empire russe et l'Empire ottoman, qui sur un planisphère représentaient encore les plus vastes ensembles politiques indépendants de la planète, avaient été dans les faits placés à leur tour sous la domination économique – et plus spécifiquement financière – de l'Europe occidentale. Ces deux empires, qui n'avaient pas abdiqué leur prétentions territoriales, ne pouvaient par conséquent plus espérer s'étendre ou survivre qu'en continuant à opprimer des États et des peuples plus arriérés qu'eux-mêmes sur le plan économique. Ils n'étaient plus en mesure en effet de rivaliser avec les industries et les banques des pays développés, et a fortiori avec leurs armées.

Par des mécanismes assez semblables, leurs industries, mais surtout leurs dettes publiques et leurs finances étaient passées en effet en grande partie sous le contrôle des financiers de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France et, à un degré moindre, de Belgique. La dette de la Russie était à titre d'exemple dans les mains des banques françaises à hauteur d'environ 80 %. C'est en raison de cette situation de dépendance que les socialistes avaient forgé à leur propos, indépendamment de la nature de leur régime politique, l'expression de « semi-colonies de l'impérialisme ».

La préparation à la guerre : la croissance des budgets militaires et la transformation des armées

Tous les gouvernements des grandes puissances avaient conscience que la prochaine lutte pour un repartage du monde se mènerait sur les champs de bataille : la préparation à la guerre fut donc intense pendant la décennie qui précéda l'été 1914. Une préparation matérielle tout d'abord, que reflète notamment l'évolution des budgets militaires. Et une préparation plus diffuse, plus insidieuse, ayant pour cible la jeunesse, à commencer par les écoliers à travers les instituteurs, les manuels scolaires et l'opinion publique tout entière.

L'idée d'une guerre au cœur même du vieux continent ne pouvait surprendre aucun observateur attentif de la politique européenne depuis le début du siècle. Depuis la fin du XIX^e^ siècle, les budgets d'armement et de fonctionnement des armées en particulier étaient partout en forte expansion. En Angleterre, par exemple, les dépenses militaires comptaient en 1875 pour un tiers environ des dépenses de l'État. Trente ans plus tard, elles en constituaient près de la moitié. Il en allait de même dans les autres États, jusque dans la Russie tsariste. Dans ce pays pourtant largement sous-développé sur le plan économique, sur cent roubles dépensés dans le budget, plus de quarante étaient destinés à l'armée, à la flotte et aux intérêts des emprunts contractés pour les financer, tandis que l'agriculture, dont dépendait l'immense majorité de la population, n'en recevait que quatre.

La croissance économique des principaux pays d'Europe

était largement tirée par l'activité dans ce secteur. Une phase d'accumulation qui préparait celle de destruction.

Aux yeux des opinions publiques, cette période de course aux armements fut marquée notamment (à grands renforts d'articles dans la presse populaire) par le lancement en 1898 du programme naval allemand, qui prétendait rattraper la puissance anglaise et, dix ans plus tard, par la mise à l'eau des puissants cuirassés britanniques, les *dreadnoughts*. La Royal Navy britannique ne voulait pas se résoudre à l'émergence de la marine allemande et voulait maintenir le principe du *two powers standard,* selon lequel sa puissance sur les océans devait être au moins égale à celle de ses deux principaux concurrents.

À partir de 1912 et jusqu'au déclenchement des hostilités, les dépenses militaires françaises furent elles aussi massivement accrues, de l'ordre de 15 à 25 %. Pour « répondre » à une augmentation des effectifs de l'armée allemande de cent cinquante mille hommes, qui se voulait elle-même une rétorsion… à la croissance des effectifs russes et aux conflits dans les Balkans, le gouvernement français fit voter le passage de la durée du service militaire de deux à trois ans au cours de l'été 1913. L'opinion publique, dont une partie se mobilisa parfois durement contre cette loi, ne s'y trompa pas : partout, la marche à la guerre était engagée.

Dans cette course aux armements, l'équipement et la protection du fantassin était loin d'être une priorité pour les états-majors. Les fantassins de l'armée française portaient un pantalon dont le rouge garance n'était sans doute pas la couleur la plus adaptée aux nécessités du camouflage et un barda d'une trentaine de kilos. Aucune armée ne disposait de casques d'acier lors de la déclaration de guerre : les unités sur le front occidental n'en seront pourvues qu'à

partir de l'année 1915. Quant aux soldats russes, ils garderont leur simple casquette pendant toute la durée de la guerre…

La propagande patriotique et ses vecteurs : l'école, la presse, les intellectuels

Cette préparation matérielle s'était doublée dans tous les pays d'une mobilisation croissante de la population. Maurice Paléologue, ambassadeur de France en Russie, écrivait bien avant ce funeste mois d'août 1914 : « *Nous vivons une époque infâme, sous le règne de la multitude et de la plèbe… Jamais encore le génie latin n'est tombé si bas* […]. *La guerre, une grande guerre nationale, est la dernière chance de salut qu'il lui reste. C'est par la guerre que les peuples abâtardis s'arrêtent dans leur déclin ; car elle leur donne infailliblement ou la gloire ou la mort…* ». Cette citation donne une petite idée du chauvinisme et des mentalités qui régnaient alors dans les milieux dirigeants français. Mais au-delà de la personnalité de Paléologue, dont les mémoires nous renseignent sur la politique française en Russie jusqu'à l'effondrement de l'autocratie tsariste en 1917, c'est l'ensemble des États et leurs relais auprès des opinions qui avaient été mis au service de la défense des intérêts économiques rivaux et des courants nationalistes qui en étaient l'expression politique.

En France, « l'école républicaine » avait distillé pendant des décennies les « valeurs du patriotisme » et de l'idée de « revanche » contre l'Allemagne. Chaque enfant de France, répondant en quelque sorte aux écrits des hérauts de cette revanche, dont les écrivains Barrès et Maurras (par ailleurs porte-parole de la droite et de l'extrême droite nationaliste) étaient alors les plumes les plus

acérées, devait avoir son regard fièrement rivé sur la « ligne bleue des Vosges ».

Le Tour de France par deux enfants, qui avait été un manuel de lecture incontournable de la jeunesse pour plusieurs générations, avait de façon significative pour devise « Devoir et Patrie ». Il racontait le voyage à travers le pays d'André et Julien, deux petits Lorrains fuyant l'occupation prussienne, et recommandait vivement à leurs jeunes lecteurs « *de ne jamais oublier* ».

Dans un manuel d'histoire de France pour le cours moyen, on pouvait lire dans le même esprit avant-guerre : « *Vous avez le devoir de vous instruire, parce qu'un citoyen ignorant est incapable de bien servir son pays. Donc, enfants, soyez de bons élèves ! Vous avez le devoir de faire votre service militaire puisque ce service, égal pour tous, a pour but la défense de tous. Donc, jeunes gens, soyez de bons soldats ! Vous avez le devoir d'obéir à la loi, puisque la loi est faite par tous et pour tous. Donc, hommes, soyez de bons citoyens ! Et quand vous aurez accompli tous ces devoirs, à l'heure où la Patrie l'exigera, sachez vous dévouer pour elle. Soyez des Patriotes !* »

Le soutien de la grande presse, des institutions scolaires, de la grande majorité des intellectuels – tous pays confondus – à la grande phase d'expansion coloniale de la fin de XIX^e^ siècle est une autre preuve de l'emprise de cette propagande.

Une guerre annoncée et dénoncée par la social-démocratie

Le mouvement socialiste dans son ensemble n'avait eu de cesse en revanche de dénoncer les programmes d'armement comme les rivalités des gouvernements et des industriels pour la conquête des

marchés. Il avait annoncé à maintes reprises le risque d'un embrasement généralisé et en ce sens préparé la population laborieuse, en particulier ses éléments les plus conscients ou les plus combatifs, à cette éventualité.

Depuis sa fondation en 1889, car c'était même l'une des raisons de son existence, l'Internationale revendiquait un rôle d'« état-major » des travailleurs dans leur lutte contre la bourgeoisie. La question de la guerre fut donc systématiquement discutée dans ses congrès au cours des deux décennies qui précédèrent 1914.

Lors du congrès de Stuttgart, en 1907, après avoir envisagé toutes les formes possibles que pourrait prendre la lutte contre la guerre, la résolution finale adoptée concluait : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins,* [les travailleurs] *ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* » Les prolétaires des différents pays n'auraient par conséquent pas à choisir leur camp dans une guerre dont la nature était dénoncée par avance comme « *impérialiste* ». Celle-ci ne leur laissait comme alternative que la « *barbarie* » militariste ou le socialisme.

Cette position sera inlassablement répétée jusqu'en 1914, notamment lors du congrès de Bâle en 1912. Le manifeste sur la guerre, qui fut rédigé par Lénine, y fut adopté à l'unanimité. Il envisageait déjà un conflit entre l'Angleterre et l'Allemagne et leurs alliés respectifs : nul intérêt du peuple ne pouvait justifier une telle guerre, menée pour le « *profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties* », sur la base de la politique impérialiste et spoliatrice des grandes puissances.

Cette résolution se terminait par une « *sommation aux gouvernements* » évoquant les soulèvements révolutionnaires accompagnant les guerres : la Commune de 1871, et la Révolution russe de 1905. « *Que les gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre.* » En dénonçant celle-ci, l'Internationale rappelait dans le même temps que la révolution et le renversement du système capitaliste étaient mis à l'ordre du jour.

Cette position trouva d'ailleurs son application lors des guerres qui ensanglantèrent les Balkans en 1912 et 1913. Persuadée que ces conflits pouvaient entraîner le monde dans la barbarie, l'Internationale affirma alors que les travailleurs d'Europe devaient hâter de tous leurs efforts « *l'avènement du socialisme qui, seul, fera pénétrer un ordre durable et vrai dans les relations internationales livrées à l'anarchie capitaliste, aux convoitises financières, aux fureurs chauvines, aux sournoiseries diplomatiques et aux violences réactionnaires.* » Le Bureau socialiste international salua à cette occasion l'unique député socialiste en Bulgarie qui, « *seul également contre toute la bourgeoisie* », avait « *élevé la voix pour la paix* » et avait été assailli « *par la meute chauvine* » au sortir du Parlement.

De leur côté, les socialistes de Turquie et des Balkans expliquèrent que les peuples n'avaient rien à gagner à une telle aventure : « *Nous exprimons notre volonté ferme de soutenir de toutes nos forces la lutte du prolétariat mondial contre la guerre, contre le militarisme, contre l'exploitation capitaliste, pour la liberté, pour l'égalité, pour l'émancipation des classes et des nationalités, en un mot pour la paix. À bas la guerre ! Vive la solidarité internationale des peuples !* »

Cette politique était en outre relayée dans tous les pays, bien qu'à des degrés divers, par les militants syndicalistes et les différentes sections de l'Internationale.

En France, la CGT était la plus active dans la diffusion d'une propagande contre la guerre. Journaux, brochures à grand tirage, meetings, tracts, affiches, tous les moyens étaient utilisés dans ce sens et bien des militants furent condamnés à de lourdes peines de prison pour leurs « activités antimilitaristes » durant cette période. À Amiens, en 1906, le congrès de la confédération affirma que « *la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse. Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou colonies, la classe ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise*. » Pour faire face à l'éventualité de la guerre, la perspective de la « grève générale révolutionnaire » était la plus souvent brandie par les responsables de la CGT.

À travers l'organisation du « Sou du soldat », ses militants conservaient par ailleurs des liens avec les jeunes travailleurs effectuant leur service militaire. Ils leur envoyaient des aides et organisaient des réunions.

Lorsque le Parlement français avait adopté la « loi des trois ans » en 1913, ajoutant ainsi une année de service militaire dans le but explicite de préparer la guerre, de grandes manifestations furent organisées, et ce jusque dans les casernes.

La même année, les partis socialistes allemand et français publièrent un manifeste commun dans les deux langues contre la guerre. Une certaine évolution était cependant perceptible, puisque

les députés du groupe socialiste français pour la première fois ne s'opposèrent pas au vote des crédits de guerre au Parlement.

Dans les rues et dans les meetings en tout cas, ses orateurs, dont le populaire Jaurès, dénonçaient inlassablement les fauteurs de guerre.

Le 26 juillet 1914, des milliers d'affiches reprenant un texte de Léon Jouhaux, le dirigeant de la CGT, expliquaient encore aux travailleurs que « *la guerre – la guerre européenne menaçante – avec ses boucheries, ses massacres, la famine, les épidémies qu'elle entraîne, signifierait un formidable recul, peut-être la fin d'une civilisation, à coup sûr l'anéantissement de tous nos espoirs* ». Le lendemain, d'immenses cortèges défilèrent en criant « *Vive la paix ! À bas la guerre !* » Et il en fut de même dans la plupart des grandes villes d'Europe.

Quant aux dirigeants de l'Internationale, ils convoquèrent un congrès exceptionnel pour le 29 juillet, expliquant qu'il serait « *l'expression vigoureuse de cette volonté pacifique du prolétariat mondial* ».

Des rivalités incessantes : de Fachoda aux guerres balkaniques

Jusqu'au début du XX^e^ siècle, tout en accélérant l'expansion coloniale, les principales puissances européennes s'étaient montrées soucieuses d'éviter des conflits susceptibles de dégénérer en guerre ouverte. Elles avaient en quelque sorte tenté, dans la mesure du possible, de négocier les termes de leur rivalité. C'est ainsi que les zones encore vierges de présence européenne en Afrique noire firent l'objet d'un premier accord de répartition lors des conférences

de Berlin en 1884 et 1885. On y codifia, au mépris du droit des peuples et de leur histoire, le droit au pillage et au partage des puissances coloniales, comme en d'autres temps les monarchies et la bourgeoisie montante avaient codifié l'esclavage. Les puissances européennes opéraient alors par annexions préventives leur permettant à terme d'ouvrir de nouveaux marchés à l'exportation, de découvrir des sources de matières premières ou de se réserver les potentiels de ces territoires.

Mais ces traités, et les alliances de circonstance, ne pesèrent pas bien lourd face à leurs rivalités politiques, industrielles, commerciales et, de plus en plus, financières.

Le capitalisme allemand, en raison de son dynamisme, était le principal concurrent et par conséquent le premier danger pour les bourgeoisies britannique et française. Dès la fin du XIX^e^ siècle, les banques allemandes, suivies par les industriels, s'étaient implantées notamment dans l'Empire ottoman, obtenant en particulier la maîtrise de construction du chemin de fer devant relier Constantinople au golfe Persique en passant par Bagdad. Or cette région était déjà l'objet de bien des convoitises et des manœuvres des compagnies pétrolières en formation comme des États qui les protégeaient.

En Afrique, les chasses gardées britanniques et françaises étaient également menacées. En 1905 et 1911, les rivalités entre la France et l'Allemagne pour le contrôle du Maroc faillirent dégénérer en conflit armé. Dans cette partie de bras de fer diplomatique et militaire, le gouvernement français concéda finalement à l'Allemagne une partie du Congo, en échange de la reconnaissance de son protectorat sur le Maroc.

Mais la tension était également extrêmement forte entre les deux principales puissances coloniales française et anglaise. À Fachoda,

en 1898, on crut au déclenchement d'une guerre pour le contrôle de territoires situés dans la région de l'actuel Soudan. La même année, l'Angleterre passa un accord secret avec l'Allemagne prévoyant un partage des colonies portugaises en Afrique en cas de défaillance financière du Portugal, sur lequel la Grande-Bretagne exerçait sa bienveillante protection… Quatre ans plus tard étaient pourtant signés entre la France et l'Angleterre les accords garantissant le statu quo issu du partage colonial, prélude à « l'Entente cordiale » mise sur pied en 1904, c'est-à-dire à la mise en commun de leurs efforts pour contrer la montée en puissance de l'industrie allemande et de ses revendications territoriales. Dès lors, le « système des alliances » se fixa définitivement : la France, la Grande-Bretagne et la Russie constituèrent en 1907 la « Triple-Entente », qui répondait à la « Triple-Alliance » (ou Triplice) signée depuis 1882 par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

En Europe même en effet, la concurrence économique entre ces puissances faisait déjà rage. L'industrie allemande, fortement concentrée et cartellisée, menait une politique d'achat de mines de fer et de charbon en Belgique et en France. Elle était devenue de la sorte un concurrent puissant pour l'industrie lourde française jusque sur son propre marché intérieur. L'acier à bas prix ainsi produit par les *konzern* d'Outre-Rhin était également exporté sur le marché britannique. L'industrie allemande, adossée par ailleurs à de puissantes institutions bancaires, dont la Deutsche Bank était le vaisseau amiral, entendait perpétuer ou étendre parallèlement son emprise à toute l'Europe centrale, comme en témoignent les projets d'union douanière établis dans cette période. Objectifs comparables à ceux qui avait marqué l'émergence de l'État allemand tout au long du siècle précédent.

Du côté français, au-delà de la revendication sur l'Alsace-Lorraine fédérant tout le camp nationaliste et des partisans de la « revanche » depuis la défaite de 1870 face à la Prusse, on avait dans les milieux dirigeants de la grande industrie des visées similaires sur la Belgique et sur le Luxembourg pour contrer la puissance germanique. La Grande-Bretagne, elle, n'avait aucun intérêt à ce qu'un de ses deux concurrents parvienne à unifier sous sa coupe ne serait-ce qu'une partie de l'Europe. Le développement industriel étouffant dans le cadre des frontières nationales, c'était en effet déjà de la construction d'une Europe économique dont il était en réalité question. L'enjeu était de savoir qui en serait l'ordonnateur et le principal bénéficiaire.

Ces rivalités ouvertes ou masquées incessantes s'intensifièrent dans la région de l'Europe qui était la plus explosive, les Balkans.

Ceux-ci étaient dominés depuis une très longue période par l'Empire d'Autriche-Hongrie d'un côté, une domination encore renforcée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908, et de l'autre par l'Empire ottoman. Mais ce dernier était depuis plusieurs décennies « l'homme malade de l'Europe » selon l'expression consacrée de l'époque, c'est-à-dire un vaste ensemble politique en pleine décomposition s'étendant sur tout le pourtour méditerranéen. En 1908, une révolution de palais, dite des « Jeunes-Turcs », qui allait être le creuset du futur État turc, avait d'ailleurs renversé le pouvoir central en place. Son morcellement était en outre fortement accéléré par les appétits des grandes puissances et par celui de l'Empire russe. L'autocratie tsariste, dont le développement était contenu à l'Est par l'émergence de la puissance économique japonaise, apparue au grand jour lors de sa victoire sur les armées russes lors de la guerre de 1904-1905, revendiquait en effet elle aussi son droit au

pillage de la Perse et le contrôle de Constantinople. Mais les grandes puissances n'entendaient pas lui laisser les morceaux de choix.

C'est une puissance européenne de second rang, l'Italie, qui prit l'initiative contre l'Empire ottoman. En 1912, elle annexa la Libye, entraînant en retour l'entrée en lice des autres États européens dans ce conflit régional. Pendant deux ans, les guerres balkaniques et les retournements d'alliance, opposant la Grèce, la Serbie, la Bulgarie et les deux puissances tutélaires des Balkans furent le produit de ces tensions et, en quelque sorte, le prélude d'un embrasement généralisé de l'Europe.

Il ne manquait plus en effet qu'une étincelle pour faire exploser une nouvelle fois ce « tonneau de poudre » qu'étaient devenus les Balkans. Celle-ci survint le 28 juin 1914, avec l'assassinat par un jeune nationaliste serbe de l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier de la couronne d'Autriche-Hongrie. En rétorsion, les dirigeants de l'Empire austro-hongrois décidèrent de châtier leur minorité serbe et ses aspirations à l'indépendance. Ils adressèrent un ultimatum à la Serbie, dont l'autocratie tsariste se prétendait la protectrice, puis lui déclarèrent la guerre ce qui, par le jeu des alliances, provoqua en quelques semaines la mobilisation de leur population par la quasi-totalité des gouvernements européens.

Chapitre II

L'entrée en guerre et le revirement de la social-démocratie

Les forces en présence

La Russie ordonna la mobilisation générale dès le 30 juillet. Le 1er août, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie et, le 3 août, à la France. À la même heure de l'après-midi de ce même 1er août, la France et l'Allemagne avaient également décrété la mobilisation générale. Le 4 août, la Grande-Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne ; l'Italie, bien que membre jusque-là de la Triplice aux côté des Empires centraux, proclamant quant à elle sa neutralité.

Les alliances en Europe lors du déclenchement du conflit en août 1914 :

Puissances alliées : Grande-Bretagne (avec son empire et ses dominions) ; France (avec son empire) ; Russie ; Serbie ; Monténégro.

Empires centraux (Triplice) : Empire allemand ; Empire austro-hongrois ; Empire ottoman.

États neutres : Norvège, Suède, Portugal, Espagne, Suisse, Italie, Albanie, Grèce, Roumanie, Bulgarie.

La politique « d'union sacrée » des dirigeants du mouvement ouvrier

Au moment précis où les rivalités économiques, politiques et dynastiques se déchaînaient et entraînaient le monde dans une mêlée sanglante impliquant des dizaines de millions d'hommes, les dirigeants des principaux partis de l'Internationale, à commencer par les responsables français, anglais, belges et allemands, se dérobèrent. Ils firent même davantage en ralliant le camp de ceux qu'ils prétendaient jusque-là vouloir combattre.

Dans tous les États, on les vit en effet renoncer aux résolutions qu'ils avaient votées quelques mois plus tôt et aux engagements qu'ils avaient pris publiquement à de très nombreuses reprises.

Les dirigeants des centrales syndicales allemandes renoncèrent au mot d'ordre de grève lancé pour le 2 août. Quant aux porte-parole du Parti social-démocrate, ils expliquaient pour se justifier que la guerre était de nature défensive et dirigée contre « l'impérialisme russe », symbole de la réaction et de l'oppression pour les socialistes depuis toujours. En France, sur la tombe de Jaurès, le tribun socialiste qui avait maintes fois proclamé son intention de « *déclarer la guerre à la guerre* » et qui avait été assassiné le 31 juillet, Jouhaux, se réclamant des « *traditions révolutionnaires des soldats de l'an II allant porter la liberté au monde* » prétendit de son côté que ce n'était pas « *la haine du peuple allemand* », mais « *la haine de l'impérialisme allemand* » qui motivait son ralliement à la guerre et son renoncement à la grève. « *Et dire que voilà des hommes que nous voulions faire emprisonner !* » commenta dans la presse du lendemain un sénateur de droite. Devant tant de tels engagements, le gouvernement français avait même renoncé à appliquer

les mesures visant les responsables syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier, notamment les arrestations prévues dans le désormais célèbre « carnet B » du ministère de l'Intérieur.

La capitulation simultanée des dirigeants socialistes européens en août 1914 fut une tragédie pour les masses populaires, car elle survenait au moment même où les travailleurs d'Europe, mobilisés par leur État, étaient appelés à se combattre sur les champs de bataille.

Les députés de ces partis, en particulier la SFIO et le SPD, votèrent sans sourciller les crédits militaires au lendemain de la mobilisation générale. Le dirigeant du Parti ouvrier belge et de l'Internationale, Émile Vandervelde, entra au gouvernement royal. Guesde et Sembat, pour la SFIO, entrèrent à leur tour dans un cabinet d'« union sacrée » à la fin août. Et l'ensemble des partis de l'Internationale enjoignirent à leurs militants et sympathisants de combattre pour défendre leur « patrie ». Les différents gouvernements en place avaient toutes les raisons de se réjouir : ils avaient en effet besoin de leur influence sur la classe ouvrière pour imposer la guerre.

Ils avaient besoin également des travailleurs et donc de ceux qui s'en faisaient les représentants dans le cadre de l'économie de guerre. Les dirigeants socialistes, là encore, se mirent au garde-à-vous. En France, *L'Humanité* se mit à expliquer que « *deux armées françaises* » devaient collaborer pour vaincre les Allemands : les soldats sur « *les champs de bataille* » et les ouvriers sur « *les champs de travail* ». De grève ou de revendications, il ne devait plus être question.

Ces responsables ne se contentèrent pas de se faire ainsi les complices des massacres, ils rejetèrent leur propre responsabilité sur les

populations, en expliquant que les masses avaient été emportées par un patriotisme qu'ils auraient été incapables de contrer. L'un d'eux écrivit alors pour justifier la position de la SFIO : « *Ce qui se passe actuellement en Europe est criminel et bien des crimes ont été commis. Mais la plus grande cause du crime est dans l'inconscience insensée des prolétaires qui n'ont pas compris que le socialisme seul pouvait établir la paix sur la terre et qui vont payer leur faute de leur sang et de l'épouvantable malheur des leurs.* »

Les hommes et les femmes qui faisaient jusque-là confiance dans ces partis, comme dans les syndicats qui y étaient liés, furent abasourdis, et – plus grave encore – désarmés au moment où ils auraient au contraire eu besoin d'une direction claire et d'une parole forte pour contester le chauvinisme et la guerre elle-même. Au soir d'une réunion du Parti socialiste français tenue le 31 juillet, un militant en plein désarroi écrivit :

« *C'est la guerre européenne presque inévitable, quelque chose d'immense et de barbare qui déconcerte, désarme, et nous fait apparaître comme des pygmées. Où sont les déclarations d'antan ?* […] *Où sont les menaces : grève générale, insurrection ? On se sent pris dans la bourrasque comme dans un étau mouvant. Il vous emporte et vous immobilise. On est stupide, angoissé, désorienté.* »

Et bientôt, le patriotisme que n'aurait pas renié un Barrès ou d'autres chantres de la « revanche » noircit quotidiennement les pages de la presse socialiste, bien au-delà du revirement spectaculaire de Gustave Hervé, le responsable du journal *La Guerre sociale* dont le pacifisme passionné d'avant-guerre se mua en une véritable hystérie guerrière. Le 6 août 1914, le journal *L'Humanité*, qui avait représenté la fierté de bien des travailleurs et qui prétendait encore œuvrer à la continuation de l'œuvre de Jaurès, son

fondateur, écrivait : « *Du heurt de deux races que la liberté jaillisse !* […] *Dans le conflit actuel, la question ethnique a son importance. Les Germains, de sang plus lourd, partant d'esprit plus soumis et plus résigné, n'ont pas notre esprit d'indépendance.* » Et deux jours plus tard, s'adressant aux « *camarades ouvriers* » appelés à rejoindre leurs unités, le même journal tentait de concilier la guerre et l'avenir socialiste : « *Partez sans amertume, partez sans regret, camarades ouvriers qu'on appelle aux frontières pour défendre la terre française.* […] *Partez sans amertume, partez sans arrière-pensée, camarades ouvriers. C'est bien pour la révolution que vous allez combattre.* »

On pourrait citer ici longuement des propos similaires relevés dans la presse socialiste de la plupart des pays belligérants. Cet avilissement des idées socialistes et l'opportunisme patent des élus et des « chefs », qui masquaient les véritables causes du conflit et dédouanaient leurs responsables, réduisirent à néant des décennies de combat et d'espoir parmi les masses laborieuses : la seule force politique qui aurait pu tenter de s'opposer à la guerre avait renoncé.

Les principaux fronts et les « buts de guerre »

En Europe, les combats commencèrent dans les jours suivants presque simultanément sur deux fronts principaux, celui de l'Ouest (de la mer du Nord aux Alpes autrichiennes) et celui de l'Est (des Balkans à la mer Baltique).

S'y opposaient d'un côté, les deux principales puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, alliées à l'autocratie tsariste et, de l'autre, les « Empires centraux », Allemagne et

Autriche-Hongrie auxquels s'associèrent l'Empire ottoman, puis la Bulgarie quelques mois plus tard.

Cela entraîna le recrutement massif de contingents (combattants et non-combattants) dans les empires coloniaux et dans les dominions britanniques. L'Inde fournit plusieurs millions d'hommes, seule la caste des brahmanes se voyant épargnée par ses protecteurs. L'Empire français livra plus de six cent mille combattants et travailleurs, dont trois cent mille issus de l'Afrique du Nord, deux cent mille d'Afrique noire et cinquante mille d'Indochine. Dans les mois et les années qui suivirent, la presque totalité des pays européens entrèrent dans le conflit.

En 1915, le Portugal restait dans le cadre de la neutralité (il entra en guerre l'année suivante), ainsi que la Grèce (qui s'engagera également aux côtés des Alliés en 1917), l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, la Suède et la Suisse. Seuls parmi les grandes puissances, les États-Unis et leur sphère d'influence restaient en dehors du conflit.

Il est difficile de dire avec précision ce qu'étaient alors les « buts de guerre » des principaux belligérants, même si nous avons déjà esquissé la dynamique d'ensemble qui était à l'œuvre. Il faut dire que ces « buts », couverts par le secret diplomatique, avaient bien souvent peu de choses à voir avec ce qu'on présentait alors aux opinions publiques pour justifier le conflit et sa continuation. Les revendications territoriales étaient multiples et complexes. Elles évoluèrent en outre avec la situation militaire. On peut rappeler parmi les plus importantes le retour de l'Alsace-Lorraine (c'est-à-dire les départements actuels du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) pour la France, les terres « irrédentes » (Trentin, Vénétie julienne, Trieste) pour l'Italie et les aspirations nationalistes dans les Balkans où le processus

d'édification nationale n'était pas achevé. Sur un plan plus général, retenons quelques tendances fondamentales :

- l'Allemagne espérait soumettre économiquement et politiquement à elle l'Europe centrale et obtenir un repartage colonial en modifiant en sa faveur l'équilibre des forces sur le Vieux Continent ;
- les Alliés s'entendaient pour empêcher ce mouvement de balancier continental au profit de l'Allemagne et de ses industries ;
- la France avait des visées qui s'étendaient à la Sarre au Luxembourg et à la Belgique ;
- la Grande-Bretagne, dans une posture plus défensive, entendait continuer à dominer sur les mers et à protéger son propre empire tout en l'étendant notamment au Moyen-Orient (ce sera l'objet en particulier des accords Sykes-Picot de 1916 par lesquels la France et la Grande-Bretagne se partagèrent les futures dépouilles de l'Empire ottoman) ;
- la Russie conservait ses ambitions traditionnelles contre l'Empire ottoman et en Perse, en particulier la prise de Constantinople lui assurant un libre accès à la Méditerranée (ce sera confirmé comme dans le cas précédent par la publication en 1917 par les Bolcheviks des documents de la diplomatie tsariste).

La mobilisation des opinions publiques

Le déchaînement des écrits et de certains comportements « patriotiques » au lendemain de la déclaration de guerre fut le fruit, mais aussi la continuation sous une forme plus brutale encore de

la propagande menée dans la période précédente. Dans son roman *À l'Ouest rien de nouveau*, l'écrivain allemand Erich Maria Remarque relate comment un professeur conduit lui-même ses élèves durant l'été 1914 au bureau de recrutement, après les avoir galvanisés en leur parlant des vertus de l'héroïsme guerrier et de la défense de la patrie. Une scène emblématique largement confirmée par les témoignages et les études sur cette période.

En France, le chauvinisme atteignit en août 1914 des sommets de bêtise sans doute rarement dépassés depuis. À Neuilly, le siège de la société Maggi, dont le fondateur d'origine italienne était suisse, fut saccagé. Tous les entrepôts de cette firme furent d'ailleurs pris d'assaut et des tonnes de lait déversées dans les caniveaux. Les établissements Singer, qui n'étaient pas davantage germaniques, subirent le même sort. Les bergers allemands devinrent dans un mouvement identique « alsaciens », et deux cent cinquante variétés de roses furent débaptisées. L'eau de Cologne fut remplacée par l'eau de Pologne…

Plus dramatiquement, tous les ressortissants allemands et austro-hongrois présents sur le territoire furent arrêtés puis internés sans délai dans des camps.

La presse, dont bien des propriétaires étaient d'ailleurs liés aux grands industriels de l'armement, ne fut pas en reste dans ce mouvement. En voici quelques exemples pris dans les journaux français parmi des milliers. « *Quand je pars en expédition*, écrivait le journal *L'Intransigeant* en prétendant citer un soldat, *je ne prends plus mon fusil, je prends une tartine de confiture et tous* (les soldats allemands) *suivent.* » Le mythe de la « tartine de confiture » était né. Pour convaincre le lecteur de la misère matérielle du peuple allemand, le journal *Le Matin* rapportait de son

côté : « *À Troyes, un médecin français a pu constater sur un prisonnier allemand auquel il donnait des soins que ce soldat n'avait eu, en dernier lieu, pour toute nourriture, que de l'avoine* ». Un autre, toujours à l'appui du « *témoignage* » d'un médecin, prétendait : « *Contrairement à une opinion généralement répandue, le nombre proportionnel des blessés et des morts a diminué en même temps que les armées se perfectionnaient.* » « *Leur artillerie est comme eux, elle n'est que du bluff. Les éclats d'obus ne vous font que des bleus* », écrivait sans scrupule et sans crainte d'être démenti publiquement un journaliste zélé.

Quant aux Églises, elles lancèrent dans chaque pays des appels à la croisade. L'évêque de Paris bénissait ainsi les combats à venir : « *Je pense que ces événements sont fort heureux. Il y a quarante ans que je les attends. La France se refait un nom et, selon moi, il n'y a pas d'autre façon que de se refaire par la guerre qui purifie tout.* »

Toute cette logorrhée des premières semaines de guerre, qui avait son pendant dans le camp adverse, était sans doute davantage destinée à la population qu'aux soldats, car ces derniers surent très vite que penser du « bourrage de crâne » de la presse et de la valeur des informations qu'elle contenait. Après un article présentant sous un jour enchanteur le moral de l'armée à l'automne 1914, un grand quotidien français aurait dit-on reçu deux cent mille lettres d'injures venues du front.

Les intellectuels étaient les autres grands pourvoyeurs de ce lyrisme patriotique. Un certain Hébrard de Villeneuve prétendait retrouver dans les combats à la baïonnette « *la poésie des luttes épiques et chevaleresques* ». Paul Margueritte, membre de l'Académie française, et fort peut-être de sa propre épée, écrivait de son côté : « *Mon fils n'a pas encore quatre ans et il pose à ma conscience*

un problème moral d'une importance capitale. Doit-il apprendre à haïr les Allemands ? » Réponse : « *À vrai dire, il a résolu la question tout seul. Proche encore de l'instinct, prompt aux émotions, il a perçu avec une mystérieuse pénétration l'énorme cataclysme qui secoue la vieille Europe. Pour lui, les Boches sont des gens très méchants qui, sans rime ni raison, se sont mis à égorger, à brûler tout. Alors, il faut les tuer !… Et j'ajoute : Nous devons leur apprendre la haine de l'Allemagne. Non seulement parce qu'elle fut déloyale, sauvage, vorace, mais parce que sa méthode de guerre et sa philosophie mettent en péril l'œuvre de la civilisation, le progrès de l'avenir* […]. *L'homme a mis des siècles et des siècles pour s'élever à des aspirations supérieures. Que nos enfants, par la haine des Barbares, entretiennent cet idéal de lumière.* »

Un autre académicien proposa tout bonnement de supprimer la lettre « k », par trop « *germanique* ». Même les notes de bas de page, dont l'origine semblait suspecte à certains, furent désignées comme… antifrançaises. Alain-Fournier, l'auteur du *Grand Meaulnes*, parlait alors avec la même conviction d'une guerre « *grande* », « *belle et juste* ». Henri Bergson, avec l'autorité morale que lui conférait sa présidence de l'Académie des sciences morales et politiques, expliquait que « l*a lutte engagée contre l'Allemagne* (était) *la lutte même de la civilisation contre la barbarie* », quand Thomas Mann, de l'autre côté de la frontière, prédisait : « *L'âme allemande en sortira mieux trempée, plus fière, plus libre, plus heureuse* ». Anatole France, à qui on doit la formule « *on croit mourir pour la Patrie et on meurt pour des industriels* » se présenta symboliquement, à soixante-dix ans, à un bureau de recrutement… Et ce après avoir fustigé toute sa vie ceux qui pensaient « *sagement* » et agissaient « *de façon absurde* ».

Les soldats ont-ils « consenti » à la guerre ?

Certains historiens nient le poids de cette propagande et de ce « bourrage de crâne ». Ils considèrent également le ralliement des socialistes à l'« union sacrée » comme un facteur marginal. À les lire, si la guerre ne fut pas rejetée à l'été 1914 et si elle dura si longtemps, c'est parce que les soldats des armées qui se faisaient face et s'entretuaient l'acceptèrent, qu'ils « consentaient » à mourir et à souffrir pour leur patrie. Ils invoquent une véritable « *culture de guerre* » et une « *brutalisation des sociétés* » dont ils rendent implicitement les populations responsables et les hommes placés sous l'uniforme complices.

Mais les paysans et les travailleurs qui constituaient ces armées n'ont jamais eu les moyens de s'exprimer collectivement et publiquement lors de la mobilisation et encore moins de choisir leur sort. Plusieurs centaines d'entre eux ont été fusillés dans chacune des armées dès les premiers mois du conflit, après des procédures judiciaires expéditives, pour avoir désobéi, avoir simplement flanché devant l'ennemi, s'être révoltés, ou tout simplement « pour l'exemple ». C'est-à-dire pour imposer la terreur à tous les autres. Autant sans doute furent abattus par leurs officiers, comme pouvoir leur en était donné.

Quant aux ouvriers qui furent mobilisés pour travailler dans les usines, et que certains n'hésitent pas à classer dans la catégorie des « embusqués », ils n'avaient pas le droit de grève et devaient obéir aux règlements militaires sous peine de renvoi au front : toute la société avait été militarisée.

Parmi les ouvriers et la paysannerie, il y eut bien ici où là des manifestations patriotiques, des fleurs jetées sur les combattants sur les boulevards, mais on ne partit nulle part vers le front la

fleur au fusil. Il existe surtout des marques de résignation chez les soldats, notamment dans leur courrier et les carnets de guerre qui ont été publiés. Qu'aurait-il été possible de faire d'ailleurs pour s'opposer à la guerre ? Tout était allé si vite depuis l'attentat de Sarajevo à la fin juin et le départ vers le front. Et tout jugement d'ensemble est impossible. L'état d'esprit des hommes était contrasté et varié selon leur âge, leur appartenance ou proximité politique ou leur origine sociale. Pour la paysannerie, la mobilisation générale intervenant en pleine période de moisson ne pouvait que provoquer une désorganisation certaine et donc, pour le moins, une inquiétude. Mais selon une idée dominante, et largement diffusée par les gouvernements et les états-majors comme par la presse, la guerre serait des plus courtes et tout le monde serait rentré chez lui pour les fêtes de Noël.

Il y eut donc peu de désertions parmi les belligérants au moment de la mobilisation (hormis certaines zones à proximité de la frontière espagnole) : 1 % malgré tout en ce qui concerne la France, et un total de près de soixante-dix mille pour la durée totale de la guerre. Mais comment s'en étonner ? Le refus de se présenter aux convocations ou la désertion ne pouvaient signifier qu'un procès devant une cour militaire et une condamnation à mort quasi certaine, sans parler des conséquences sur les proches. Comment un simple soldat pouvait-il prendre ce risque face à la pression sociale et à toute une société organisée dans le but de rendre ce geste impossible, et alors que les organisations qui auraient pu diriger l'opposition à la guerre s'en faisaient désormais les chantres ?

En Grande-Bretagne, il n'existait alors pas de conscription. On cite souvent cet exemple comme preuve de la vague

patriotique qui aurait emporté les peuples européens. Mais l'engagement « volontaire » des hommes fut en fait l'enjeu d'une lutte dans laquelle le « patriotisme » et « l'esprit de sacrifice » n'étaient pas forcément les facteurs déterminants. On vit en effet dans toutes les régions, en particulier dans les campagnes, les notables financer les détachements constitués de « voisins et d'amis » pour soutenir le recrutement qui s'essoufflait. À certains engagés, promesse était faite qu'ils retrouveraient un emploi après la guerre. Des employeurs refusaient par ailleurs d'embaucher les hommes en âge de s'engager, d'autres les licenciaient tout bonnement. La compagnie des Ciments Portland offrit à ses ouvriers qui s'engageaient de compléter leur solde, alors que dans le même temps, elle procéda au licenciement de tous les célibataires ! Tous les moyens étaient donc bons pour faire monter la fièvre patriotique, imposer la guerre et mobiliser la population derrière son gouvernement et ses généraux. Et, en 1916, la conscription fut finalement instaurée.

Si, globalement, la mobilisation s'effectua malgré tout en 1914 sans contestation collective, il n'en alla pas de même dans les colonies où les gouvernements entendaient puiser à satiété pour compenser les pertes des premiers mois. Ces populations ne disposaient d'aucun droit politique, mais elles ne pouvaient pas se soustraire à l'obligation de porter l'uniforme pour défendre les droits de leurs colonisateurs…

En Algérie, le retour des premiers blessés en septembre 1914 provoqua une telle émotion dans la population que, pour prévenir toute révolte, décision fut prise de supprimer de fait les congés de convalescence au pays. Les chefs de villages et de tribus, les *caïds*, se voyaient pour leur part récompensés par une « pluie de

médailles » lorsqu'ils parvenaient à enrôler suffisamment de chair à mitraille. La première insurrection éclata dès octobre 1914, avec le slogan : « *Nous ne voulons pas donner nos enfants à l'autorité française pour qu'elle les offre en pâture aux canons ennemis.* »

À partir de 1915, le recrutement fut renforcé puis élargi jusqu'aux Kanaks de la Nouvelle-Calédonie, un rapport ayant établi qu'il n'était pas « *admissible que nos populations océaniennes soient exclues de la contribution militaire à la défense française* ». Un décret déclara mobilisable tout « indigène » âgé de 18 ans : en l'absence d'état civil, le texte précisait que l'âge du contractant serait « *apprécié approximativement* »…

Pendant toute la durée du conflit, les désertions et les soulèvements liés au recrutement pour l'armée et au véritable pillage économique auquel se livraient les puissances coloniales se multiplièrent : en Algérie, au Maroc, dans l'Ouest-Volta, au Tchad, mais aussi en Indochine pour ce qui est de l'Empire français.

Sur le front et au sein de toutes les armées, les soldats adoptèrent par ailleurs bien des stratégies pour échapper à l'horreur quotidienne des combats et à la discipline du front. Certains allèrent jusqu'à se mutiler. D'autres tentèrent d'absorber des boissons « échauffantes », se firent des injections de pétrole, d'alcool mélangé de miel et d'autres substances.

D'une façon plus générale, ces stratégies, comme l'ont résumé Rémy Cazals et André Loez, recouvrent trois registres : « *Une adaptation psychologique, d'abord, qui permet aux combattants d'affronter le « cafard » et l'angoisse, sans prévenir entièrement les accès de désespoir ou de colère brutale. Des pratiques d'évitement, ensuite, à la limite de la légalité, qui les voient rechercher affectations tranquilles ou « fines blessures » afin d'échapper au front et*

de s'évader des tranchées. De réelles transgressions, enfin, lorsqu'on fraternise avec l'ennemi, qu'on refuse d'attaquer ou qu'on se révolte pour « ne plus marcher », durant les mutineries de 1917. »

Et s'ils ne refusaient pas forcément d'obéir aux ordres par la révolte ouverte, au quotidien les soldats n'exécutèrent pas toujours ceux qui leur étaient donnés. Une désobéissance qui échappe à toute investigation dans les archives. Jean Norton Cru, qui avait recueilli tous les témoignages d'anciens combattants concluait d'ailleurs à ce propos dans les années 1920 : « *Si les ordres avaient toujours été obéis, à la lettre, on aurait massacré toute l'armée française avant août 1915. Combien d'attaques commandées, censées faites, ne sont pas sorties !* »

Dès le mois de décembre 1914, on assista à de multiples scènes de « fraternisation ». Les soldats avaient compris que par-delà les tranchées leur sort était le même. Si la haine avait existé, elle n'avait plus cours : la proximité physique était également psychologique. Ainsi, sur les deux tiers des cinquante kilomètres du front tenu par le corps expéditionnaire britannique, une sorte d'arrangement amical entre ennemis, depuis les signes enthousiastes et les cris de salutation, jusqu'à la fraternisation complète, s'était instaurée. Au sein des unités allemandes qui lui faisaient face, se trouvaient bon nombre de réservistes qui avaient travaillé en Grande-Bretagne jusqu'à ce qu'ils fussent rappelés dans leurs régiments au début des hostilités. Certains avaient été serveurs dans des restaurants ou des hôtels, à tel point que des témoins rapportent que lorsqu'un soldat britannique criait « *Garçon !* », de nombreuses voix allemandes lui répondaient par un « *Yes sir !* ». Un officier écossais rapporte dans ses mémoires qu'il avait quasiment ouvert une brasserie pour les soldats des deux

camps ! Pour faire illusion, des tirs étaient bien souvent effectués, mais bien au-dessus des têtes (les historiens évoquent de plus en plus cette thématique de la « *ritualisation des combats* »). D'autres témoins, comme l'a mis en scène le film *Joyeux Noël*, relatent les récitals de chant au cours desquels les tirs s'arrêtaient et des trêves au cours desquelles des parties de football restées célèbres furent improvisées.

Pendant toute la durée de la guerre, ces échanges multiformes ne cessèrent pas. Un soldat évoque même comment à Verdun « *la nuit, devant les postes, la pose des fils de fer se fait d'accord avec les deux adversaires, l'un passant parfois ce qui manque de matériel à l'autre* ». Le troc de pain contre cigarettes et cigares était une pratique habituelle.

La réponse des états-majors fut d'ailleurs à la hauteur de leur crainte : le commandement avait pris la mesure du danger. Au soir du 26 décembre 1914, un général britannique expliqua à ses officiers : « *Pour terminer cette guerre rapidement, nous devons maintenir le goût du combat et faire tout ce que nous pouvons pour décourager les contacts amicaux.* » Les officiers et les sous-officiers de cette armée, responsables d'avoir toléré les contacts avec l'ennemi furent déférés en cour martiale et les unités coupables déplacées. Ordre de tirer sur les soldats observés à fraterniser fut donné également dans plusieurs cas.

C'est aussi pour prévenir toute fraternisation que durant toute la guerre, les troupes étaient maintenues en permanente activité, même loin des premières lignes, et que des assauts ou des coups de main étaient lancés de jour comme de nuit, sans aucun objectif militaire réel.

Dans tous les pays, des militants sont restés fidèles à l'internationalisme

Une fraction du mouvement socialiste resta cependant fidèle à l'internationalisme et engagea une lutte résolue contre les positions officielles des dirigeants socialistes. Mais quelle fut son influence ?

Malgré l'effondrement de l'Internationale et l'entrée d'une partie de ses responsables dans les gouvernements ou dans les majorités parlementaires favorables à la guerre, des militants isolés ainsi que certains groupes préparèrent pas à pas la reconstruction d'un courant fidèle aux meilleures traditions socialistes et d'une organisation internationale.

En Allemagne, Karl Liebknecht, l'un des principaux responsables du Parti social-démocrate, le plus grand parti de l'Internationale, rompit avec la ligne officielle adoptée par son organisation en août et refusa, avec plusieurs députés du parti, de voter de nouveau les crédits de guerre en décembre 1914. Mobilisé, il diffusa en uniforme un tract appelé à une grande diffusion parmi les hommes du front comme dans les grandes villes de l'arrière, expliquant que l'ennemi principal des travailleurs devait demeurer leur propre bourgeoisie. C'était une rupture radicale et publique retentissante avec la politique de la social-démocratie depuis le mois d'août 1914.

En voici sa conclusion : « *C'en est fini du mot d'ordre absurde : « Jusqu'au bout ! »* […] *Lutte de classe prolétarienne internationale contre la tuerie impérialiste internationale, tel est le commandement de l'heure. L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays !* […] *Les ennemis de la classe ouvrière comptent sur l'oubli des masses ; mais faites en sorte qu'ils se trompent ! Ils spéculent sur la patience des masses, mais nous lançons le cri impétueux :* […] *Assez*

et plus qu'assez de la boucherie ! À bas les fauteurs de guerre de ce côté-ci et de l'autre de la frontière ! Fin au génocide ! Prolétaires de tous les pays ! [...] *Unissez-vous dans la lutte de classe internationale contre le complot de la diplomatie secrète, pour une paix socialiste ! L'ennemi principal est dans votre propre pays !* »

Cette intervention comme celles menées par les militants regroupés autour de lui ne purent inverser la situation politique dans le pays. Karl Liebknecht fut emprisonné, ainsi que bien des militants socialistes, comme Rosa Luxemburg, avec laquelle il continua inlassablement, malgré la répression et la censure, à stigmatiser les dirigeants du Parti social-démocrate allemand et à organiser tous ceux qui n'avaient pas sombré avec elle à l'été 1914. L'émergence de cette opposition entraînera la scission de l'organisation et la création du Parti social-démocrate indépendant (USPD) en 1917. Ce sont aussi les militants organisés autour de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg qui, en 1918, seront l'embryon du Parti communiste allemand (KPD) et le fer de lance de la révolution spartakiste. La graine plantée dans les premiers mois de la guerre avait en effet germé et contribué à l'évolution de la conscience d'une fraction notable des travailleurs comme des hommes du front. Cet exemple montre combien certaines prises de positions en 1914 pouvaient contribuer à terme à modifier l'issue de la guerre.

L'Italie était restée de son côté en dehors du conflit en 1914. Mais le printemps avait été marqué par de nombreux soulèvements populaires dans les villes et les campagnes. Ancône notamment fut paralysée par la grève générale, puis l'agitation avait gagné Bologne, Ravenne et Ferrare en mai et juin 1915. Au lendemain de la « semaine rouge », pendant laquelle les manifestations et les barricades s'étaient multipliées et qui avait même vu des manifestants

proclamer la république, le gouvernement avait fait appel à cent mille hommes de troupe pour rétablir l'ordre. Dans le même temps, les principaux dirigeants syndicalistes révolutionnaires et socialistes furent mis en prison. Lorsque l'Italie rejoignit l'année suivante le camp de la France et de la Grande-Bretagne, en échange en particulier de la promesse secrète de territoires appartenant jusque-là à l'Autriche-Hongrie, l'opposition à la guerre fut forte dans ce pays, en dépit du ralliement de quelques anciens responsables socialistes, dont Benito Mussolini : il était devenu impossible d'imposer une politique va-t-en-guerre à la population des villes et des campagnes.

En Angleterre, le ralliement à la guerre à l'été 1914 n'embrassa pas non plus l'ensemble du spectre politique. L'Independant Labour Party, qui était une scission sur sa gauche du Parti travailliste, refusa de s'associer à l'« union sacrée ».

En Europe centrale, où l'Internationale avait créé des sections depuis la fin du XIX^e^ siècle, des voix se firent entendre et des minorités s'organisèrent également pour porter l'opposition à la guerre et défendre la perspective d'une révolution ouvrière à l'échelle de l'Europe. Partout, bien entendu, la censure veillait à ce que ces prises de position, quoique encore isolées, demeurent inconnues des populations et des soldats au front. Incontestablement, les gouvernements en place faisaient, eux, peu de cas du « consentement » apparent des peuples à la guerre.

C'est en Russie que ce courant contre la guerre s'exprima de la façon la plus rapide et la plus nette. Le Parti bolchevik avait résisté à la vague chauvine et aux sirènes de la « défense de la patrie » qui permit alors à l'autocratie d'attacher à son char tous les autres opposants, en particulier l'aile libérale du Parti constitutionnel

démocrate (KD) qui avait appelé à « *oublier les discordes intestines* ». Lénine, depuis son exil suisse, fustigea dès la première heure la responsabilité des dirigeants de l'Internationale dans le naufrage de cette organisation, en particulier celle du plus éminent d'entre eux, le social-démocrate allemand Karl Kautsky.

« *Ce n'est pas l'affaire des socialistes*, écrivait Lénine, *d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à piller des brigands plus vieux et plus repus. Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous.* »

Bien que la déclaration de guerre soit survenue au moment où les grèves paralysaient l'économie de la Russie, cette opposition fut cependant incapable d'empêcher la mobilisation des soldats sous les drapeaux et l'entrée en guerre, tant étaient puissants les moyens de propagande et de répression de l'État. Les opposants au régime, à l'exception des bolcheviks, avaient été emportés par la vague chauvine.

Mais c'est bien la politique esquissée par Lénine dès ce mois d'août 1914, œuvrer à « *transformer la guerre en guerre civile révolutionnaire* », qui explique en grande partie comment, trois ans plus tard, le Parti bolchevik fut le seul à anticiper le retournement des masses russes et à donner à leur prise de conscience des objectifs précis et une traduction politique : la prise du pouvoir. La Révolution d'octobre 1917 fut en quelque sorte l'aboutissement du processus enclenché par les militants bolcheviks dès le mois d'août 1914.

En France, une poignée de militants socialistes et anarcho-syndicalistes combattirent également la politique officielle de leurs organisations. Parmi les plus actifs, il faut citer Pierre Monatte, responsable de la Fédération des métaux et fondateur du journal de la CGT *La Vie Ouvrière,* et Alfred Rosmer qui en était alors le principal

animateur et rédacteur. Une partie des enseignants, regroupés autour d'une publication, *L'École émancipée*, refusèrent également de se rallier à l'« union sacrée ». Louise Saumoneau, couturière et militante socialiste, fut l'une des figures les plus actives contre la guerre. Elle constitua en particulier dans ce but un « comité d'action féminine socialiste, pour la paix, contre le chauvinisme ». Mais ce renouveau des idées internationalistes, que la publication depuis son exil suisse d'*Au-dessus de la mêlée,* par Romain Rolland, avait en partie annoncé, fut aussi le fait de nombreux anonymes, dont les tracts, affiches, graffitis ou les papillons manuscrits collés à la porte des usines de guerre mettaient la police en émoi.

Tous ces militants, au-delà de leurs divergences, œuvraient ainsi à la reconstruction d'une organisation internationale capable de devenir, le moment venu, un drapeau et un état-major contre la guerre et, pour une partie d'entre eux, pour la révolution. En mars 1915, une conférence internationale des femmes socialistes se tint à Berne à l'initiative d'une dirigeante de longue date de la social-démocratie allemande, Clara Zetkin. Elle fut suivie peu après d'une conférence des jeunesses socialistes. Mais la réunion qui marqua véritablement le début de la reconstruction de l'Internationale fut celle qui se tint dans le village suisse de Zimmerwald en septembre 1915. Pour la première fois, et bien que peu nombreux, des représentants de plusieurs partis dont Lénine et Trotsky s'y retrouvèrent pour adopter une résolution commune. Celle-ci restait encore confuse, car elle ne reprenait pas entièrement la perspective définie par Lénine de « transformation de la guerre en guerre civile », mais c'est autour de cet embryon que s'agrégèrent progressivement les opposants à la guerre au sein du mouvement ouvrier. Le renforcement de ce courant fut perceptible lors de la conférence suivante, tenue à Kienthal, en avril 1916.

Chapitre III

Les principales phases du conflit, 1914-1916

Nous ne ferons pas ici un récit circonstancié des batailles et des offensives de la guerre (on pourra se reporter aux indications chronologiques en fin d'ouvrage). Rappelons, malgré tout, les phases essentielles qui ont ponctué ce massacre de toute une génération.

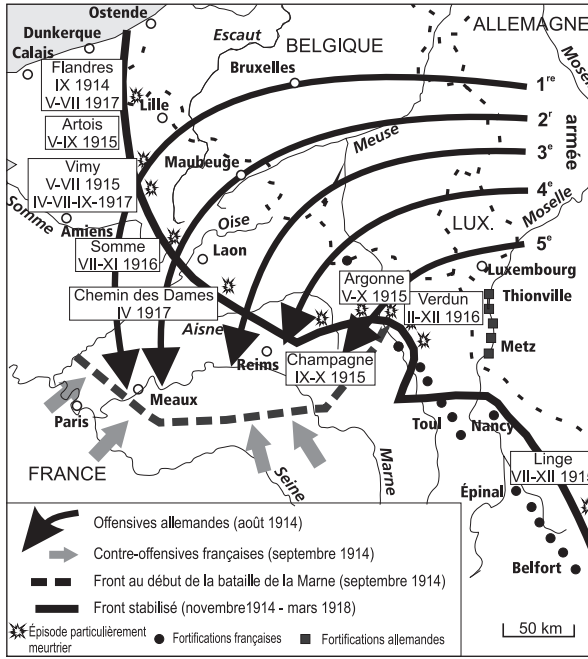
L'année 1914 et l'échec de la guerre de mouvement

En 1914, par inconscience, incompétence ou tout simplement pour mieux l'imposer aux peuples, la guerre avait été présentée par tous les gouvernements et les états-majors comme devant être courte, une série d'assauts massifs et décisifs permettant à chacun de passer les fêtes en famille à Noël. Le courrier des soldats témoigne de la rémanence de cette idée parmi la troupe au cours des premiers mois de guerre.

À l'ouest : de la « course à la mer » aux tranchées

À l'ouest, la France avait placé plus de quatre millions et demi d'hommes sous l'uniforme en août 1914, en mobilisant les Français valides jusqu'à quarante-sept ans. Les armées allemandes

Carte du front ouest au cours de la guerre



disposaient quant à elles de troupes mieux encadrées et plus jeunes. Elles portèrent une première attaque foudroyante.

Forte de ses cinquante divisions d'active et de ses quarante-quatre divisions de réserve, huit cent mille hommes de l'armée impériale avaient contourné l'ensemble du dispositif français et écrasé les forces belges en quelques semaines, conformément au plan initial du haut commandement allemand du comte Schlieffen…

rédigé en 1905. La Belgique était occupée pour toute la durée de la guerre. L'assaut allemand, victorieux des Français à Charleroi et des Anglais à Mons, se continua jusqu'à quelques kilomètres de Paris (une capitale abandonnée par le gouvernement parti pour Bordeaux) avant d'être brisé « miraculeusement » sur la Marne.

Cette phase de mouvement fut suivie d'une « course à la mer » au cours de laquelle chaque armée, allemande, d'un côté, franco-britannique, de l'autre, tenta en vain de déborder son adversaire en remontant vers la Somme, l'Artois puis les Flandres. Le front se figea à partir du mois de décembre 1914, et les armées, accumulant une puissance de feu colossale, s'enterrèrent dans des réseaux de milliers de kilomètres de tranchées et de boyaux qui allaient être le seul horizon de la troupe pour plusieurs années. Dans son roman *Trois fermiers s'en vont au bal*, l'écrivain américain Richard Powers écrit : « *Les armées du front occidental se déployaient maintenant sur une ligne que rien, pour ainsi dire, ne devait faire varier pendant quatre ans, sinon l'identité de ceux qui s'élançaient hors des tranchées.* »

La guerre à l'est

À l'est, la guerre de mouvement dura bien au-delà de la première année d'affrontement et fut marquée par des offensives et des contre-offensives sur plusieurs centaines de kilomètres de profondeur, notamment en Prusse-Orientale, entre les armées russes et celles de l'Allemagne. Les forces russes, qui étaient passées à l'offensive sous la pression française avant d'avoir achevé leurs préparatifs, se trouvaient dans un état d'impréparation presque total lors de la mobilisation. Dès les premières semaines, la Russie subit un revers terrible. En trois jours, à la fin du mois d'août, les généraux Hindenburg et Ludendorff écrasèrent les troupes russes à Tannenberg. À propos de cette défaite, marquée notamment par le suicide

Carte du front oriental



du général Samsonov, Soljenitsyne écrit dans son roman *Août quatorze* : « *On peut affirmer que la première défaite russe a été déterminante, a donné le ton à toute la suite de la guerre et au tour qu'elle prit pour la Russie : on s'était lancé dans la première bataille sans avoir rassemblé ses forces – et on ne devait jamais plus réussir à les rassembler à temps ; comme on l'avait fait la première fois, on devait toujours continuer par la suite à jeter dans la bataille des hommes*

qui n'avaient pas été instruits, que l'on venait d'amener sur le terrain, sans leur laisser le temps de respirer. »

Lorsque l'année 1914 s'acheva, les pertes cumulées des différents belligérants étaient déjà de près d'un million d'hommes, soixante mille morts par mois dans les rangs français.

Il fallait également prendre en compte un élément de poids : l'Empire ottoman avait rejoint le camp des Empires centraux à la fin de l'automne. Son armée menaçait désormais directement les intérêts britanniques au canal de Suez et sur la route des Indes.

L'année 1915, l'enlisement et l'ouverture de nouveaux fronts

L'Italie entra à son tour dans la mêlée sanglante en 1915. La France et la Grande-Bretagne lui avaient secrètement promis des parts des futures dépouilles de l'empire austro-hongrois dans les Alpes et dans les Balkans. Mais il s'agissait d'un renfort incapable de renverser l'équilibre de la terreur et des forces.

Les offensives se multiplièrent de mars à septembre en Champagne, en Artois, sans aucun gain territorial substantiel : la doctrine du commandement français est alors résumée par la formule de Joffre « *je les grignote* », mais l'idée de la « *percée décisive* » dominait encore toute sa stratégie. En Alsace, cent mille Français et Allemands tombèrent dans d'âpres combats pour la conquête de quelques sommets qui servaient d'observatoires. Même échec meurtrier en Argonne et aux Éparges.

Un autre front fut ouvert en février de cette même année par les Britanniques contre l'Empire ottoman pour le contrôle des détroits des Dardanelles. En pleine guerre, et malgré les privations dont

était victime sa population, c'est toujours par cette route maritime que transitaient notamment les centaines de milliers de tonnes de blé que la Russie, incapable pourtant de nourrir sa propre population, livrait à l'Europe. Après l'échec de la tentative alliée de forcer les Dardanelles, un demi-million de soldats français, britanniques, mais aussi australiens et néo-zélandais (les *Anzacs*, Australian and New Zealand Army Corps) allaient débarquer sur les côtes occidentales de la presqu'île de Gallipoli qui gardait l'entrée des détroits, face à un million de Turcs. Dans cet autre « enfer » de la guerre mondiale, le sacrifice de dizaines de milliers d'hommes du corps expéditionnaire australien et néo-zélandais a laissé sa marque jusque dans la dénomination des lieux (le nom d'Anzac a été donné en particulier à la baie près d'Ariburnu).

Sur le plan militaire, c'était un fiasco. Les Alliés déploraient la perte de près de deux cent mille soldats. Les Turcs, le double. Pour calmer l'opinion publique britannique, Churchill, qui occupait le poste de Premier lord de l'Amirauté – c'est-à-dire de ministre de la Marine – qui en avait été l'initiateur, fut écarté pour un moment du pouvoir. Cet échec entraîna l'entrée en guerre de la Bulgarie, bien décidée à écraser la Serbie voisine, aux côtés des empires centraux. À l'automne, un corps expéditionnaire français, mené par le général Sarrail, débarqua pour la contrer dans la ville grecque de Salonique. Les troupes s'y trouvèrent isolées pour de nombreux mois.

On meurt aussi déjà en masse en Italie en cette année 1915 lors des batailles répétées de l'Isonzo qui opposent sur les reliefs les Austro-Hongrois aux troupes italiennes.

Cette deuxième année de guerre est aussi celle des premières attaques aux gaz, contre lesquelles les soldats n'eurent longtemps que de simples linges mouillés et qui allaient porter la peur et l'horreur

de la guerre à un degré plus insoutenable encore. Au cours de la guerre, les gaz causèrent la mort d'environ cent mille hommes et firent près d'un million et demi de blessés.

Sur le front est, le désastre humain et militaire se poursuivit pour l'armée russe. Au cours de la seule retraite dans la région polonaise de Galicie en juin 1915, elle perdit 850 000 prisonniers et un million de tués et blessés. De février à octobre 1915, les armées allemandes pénétrèrent de cinq cents kilomètres à travers la Pologne.

La situation militaire de la Russie se rétablit quelque peu par la suite, obligeant ainsi le nouveau commandant en chef allemand, Falkenhayn, à maintenir des troupes nombreuses sur ce front.

Sur la responsabilité du haut commandement, Soljenitsyne écrit sans hésitation : « *Dès la première bataille, les insignes des généraux russes défilent devant nous comme autant de marques d'incapacité, et plus on monte haut, plus c'est désespéré, et il n'y en a pas un seul, ou presque, sur qui l'auteur pourrait arrêter un regard reconnaissant.* » Mais, plus fondamentalement, la guerre avait révélé tragiquement l'arriération économique de ce pays et de son armée. Face à l'artillerie lourde et aux mitrailleuses allemandes, il n'était pas rare qu'un fantassin dût attendre qu'un de ses camarades tombe pour pouvoir récupérer son fusil, arme qui une fois sur deux n'était pas même chargée, faute de munitions.

Les généraux et le commandement austro-hongrois ne firent d'ailleurs pas preuve de plus clairvoyance : en dépit de leurs effectifs et de leurs équipements, leurs armées se heurtèrent à une vive résistance en Europe centrale et balkanique. On peut là aussi lire avec profit à ce propos l'œuvre d'un romancier, en l'occurrence le célèbre et drolatique *Brave Soldat Chvéïk,* de Hasek.

Mais on ne saurait oublier ici dans le tableau de cette année 1915 le génocide des Arméniens orchestré par le pouvoir turc d'Enver Pacha après les défaites de ses armées face aux troupes russes : un million et demi de morts sans doute dans les opérations de déportation et d'épuration ethnique menées dans l'Empire ottoman. Le pouvoir accusait les Arméniens et certains groupes armés d'avoir pris fait et cause pour l'ennemi héréditaire russe.

La guerre tuait bien autrement que par les obus et les balles : au Liban, le blocus maritime allié et la famine causèrent la mort de cinq cent mille personnes. Imposé sur les mers par le blocus britannique – auquel répondaient les attaques des sous-marins allemands (U-Boote) – avait transporté à son tour la guerre sur les océans, et ce jusqu'au large des côtes chiliennes ! La plus importante bataille, mais aussi la dernière, entre la *Grand Fleet* britannique et la *Hochseeflotte* allemande, qui se déroula au large du Jutland en mer du Nord (en mai 1916), impliqua plus de deux cent cinquante navires de guerre.

1916 : l'enfer de Verdun et de la Somme

Les états-majors alliés manquaient de troupes pour remplacer les blessés et les morts. On manquait également de bras pour tourner les obus en France et en Grande-Bretagne. Des centaines de milliers d'hommes arrachés aux empires coloniaux de ces deux États, ainsi que les étrangers, les prisonniers et les mutilés furent mis à contribution.

Mais l'année 1916 fut surtout celle des plus sanglantes batailles de la guerre : Verdun et la Somme.

Verdun, dont l'assaut commença le 21 février et s'acheva à l'automne, allait devenir jusqu'à ce jour le symbole même du conflit mondial. Cet affrontement de plusieurs mois dit bien la nature de ce premier choc de l'ère industrielle : une quarantaine de millions d'obus y furent tirés, la route côté français amenant hommes et munitions vit circuler un véhicule toutes les quinze secondes au plus fort de la mêlée. Après plusieurs mois d'horribles combats auxquels la moitié des unités de l'armée française avaient participé, on dénombra plus de sept cent mille tués, blessés ou disparus. Plusieurs communes situées sur la ligne de front furent rasées et englouties à jamais sous ce déluge d'acier.

Les combats dans la Somme furent tout aussi meurtriers. Et s'ils sont moins cités par les ouvrages français, c'est que l'essentiel des forces engagées n'étaient pas françaises mais britanniques : les « Tommies » pour l'opinion publique. Le général Haig expliquait que son attaque avait été « *conçue avec l'aide divine* ». Il lança à ses soldats : « *Vous pourriez monter à l'assaut avec une canne, vos fusils ne vous serviront à rien* »… Les soldats avaient reçu en outre l'ordre de ne pas secourir les blessés. Le premier jour de la bataille coûta huit fois plus de vies humaines que Waterloo et le 1er juillet 1916 est d'ailleurs resté comme le jour le plus meurtrier de la guerre, avec vingt mille morts et trente cinq mille blessés britanniques, ainsi que vingt mille allemands.

Dans *Orages d'acier*, le romancier Ernst Jünger a évoqué pour la partie allemande le « *carnaval d'enfer* » de ces combats marqués également par l'utilisation des premiers chars d'assaut. Il écrit à propos des bombardements de l'artillerie lourde : « *Des maisons entières avaient été aplaties ou fendues par un coup de plein fouet, si bien que les chambres avec leur mobilier pendaient comme des*

coulisses de théâtre au-dessus du chaos. Un fumet de cadavres sortait de beaucoup de ces décombres, car le premier bombardement avait aussi complètement surpris par sa soudaineté ses habitants, et en avait enterré un grand nombre sous les ruines, avant qu'ils n'eussent pu sortir de chez eux. […] *La faculté de penser logiquement et le sens de la pesanteur semblaient paralysés. On était en proie au sentiment de l'inéluctable et du nécessaire comme devant la fureur des éléments.* » En additionnant les morts et disparus de ces deux batailles, on atteint le chiffre vertigineux d'un million deux cent cinquante mille morts.

À l'est, la guerre de mouvement reprit, cette fois à l'avantage des Russes qui regagnèrent plusieurs dizaines de kilomètres face aux forces austro-hongroises au sud de la Pologne. La Roumanie, un des rares États européens à ne pas être encore entré en guerre, rejoignit le camp allié à la fin de l'été et se jeta sur la Hongrie. Les troupes allemandes et leurs alliés contre-attaquèrent et occupèrent le pays. Rien ne semblait vouloir faire pencher la balance de façon décisive sur les différents fronts.

Quant au Proche-Orient, il devint à son tour un théâtre d'importantes opérations militaires dans lesquelles les troupes du général Allenby bousculèrent les forces ottomanes depuis la Palestine, en s'appuyant sur la révolte de certains chefs arabes.

Comment les gouvernements et les états-majors ont maintenu la discipline au front

Nous évoquerons dans un autre chapitre comment la discipline et la guerre elle-même furent remises en cause au cours de l'année

1917 et les racines de ce processus. Comment la cohésion des troupes a-t-elle été maintenue pendant ces trois premières années de guerre ?

Dans tous les témoignages, romans et carnets de guerre, il est un terme qui revient sous toutes les plumes et dans toutes les langues : celui d'« *enfer* ». L'horreur et la terreur marquèrent en effet tous les combattants dès les premières heures d'août 1914 : elles constituaient une chape de plomb que rien ne semblait vouloir pouvoir soulever. L'obéissance des soldats était en partie la soumission à ces « *orages d'acier* ».

Il était difficile, et bien souvent impossible, de comprendre et a fortiori de parer d'où venait le danger : les obus et leurs éclats, les mitrailleuses balayant le champ de tir à raison de plusieurs centaines de coups à la minute, les gaz, les lance-flammes, et enfin les chars dans les deux dernières années du conflit. Et ce, jour et nuit, pendant des semaines et des mois entrecoupés de très rares permissions. Instaurées à partir de l'été 1915, mais réellement mises en place l'année suivante, celles-ci consistaient dans les unités françaises en une période de sept jours par période de quatre mois. Mais elles furent très souvent suspendues ou réduites au nom des impératifs militaires. Ce sera l'une des revendications majeures de la troupe au printemps 1917.

La guerre livrait aussi les hommes à la merci de leurs bourreaux, de ces galonnés d'état-major qui, dans les écoles de guerre, enseignaient à l'instar de « l'école française » que « *dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure des assurances* ». Car, au front comme à l'arrière, le conflit n'avait pas effacé les différences de classe et les hiérarchies sociales. Comme le relève après-guerre le philosophe Alain, qui avait été artilleur, « *ce n'est pas grand-chose qu'un*

capitaine ; mais pendant ces années de guerre il y eut plus de distance d'un homme de troupe à un capitaine que du serf au seigneur d'autrefois ».

Les soldats depuis leurs tranchées, comme en témoigne leur courrier, ressentaient vivement ce sentiment d'impuissance face à la machine de guerre et aux rouages de l'appareil d'État. Le Britannique Wilfrid Owen décrit les camps en arrière des lignes où il stationnait comme une « *sorte d'enclos où les bêtes sont gardées quelques jours avant l'abattoir* ». Louis Barthas, ce tonnelier socialiste qui a écrit d'émouvants carnets de guerre souvent cités par l'historiographie, évoque de son côté ces soldats « *qu'on traite sans égards, comme un berger traite ses moutons, un piqueur sa meute de chiens* ».

Dans son roman *Voyage au bout de la nuit*, l'écrivain Louis Ferdinand Céline traduit également ces sentiments : « *La torture d'être tracassés jour et nuit par ces gens, les gradés, les petits surtout, plus abrutis, plus mesquins et plus haineux encore que d'habitude, ça finit par faire hésiter les plus entêtés, à vivre encore.* » Il fallait se résigner à être un « *veau parmi les veaux* », écrira dans la même veine Drieu La Rochelle, vingt ans plus tard.

Pour maintenir l'obéissance dans les troupes et empêcher tout soulèvement à l'arrière, les États ne se contentèrent pas de miser sur le supposé « consentement » des hommes. Ils imposèrent une répression et une surveillance permanente de toute la société.

Les états-majors imposèrent, avec des variations qui reflétaient en général le degré d'oppression politique dans le pays avant-guerre, une discipline de fer. Les gouvernements n'eurent même pas pour cela à rédiger de nouveaux textes : ils se contentèrent la plupart du temps de réactiver ceux en vigueur depuis des

décennies, voire depuis la période des guerres napoléoniennes. En Russie, l'autocratie rétablit les châtiments corporels dans ses unités et la peine de mort abolis quelques années plus tôt.

La forme la plus brutale de la répression pour non-respect de la discipline à laquelle furent soumis pour la première fois des dizaines de millions d'hommes, était celle des exécutions. Ce n'est d'ailleurs pas en 1917 que les armées fusillèrent le plus leurs propres hommes comme on le croit souvent, mais en 1914, pour forcer l'obéissance, maintenir les unités qui se désagrégeaient lors des premières batailles et continuer la guerre. Et pour que l'« exemple » en soit réellement un, on n'omit pas de théâtraliser ces exécutions, en faisant défiler toute l'unité auquel appartenait le fusillé devant son cadavre.

On condamna de la sorte par centaines dans toutes les armées pour de simples réflexions ou pour des gestes de colère, comme pour des refus manifestes d'obéissance. *Le Pantalon*, d'Alain Scoff (adapté à l'écran par Yves Boisset), relate par exemple l'histoire tristement attestée et proprement absurde d'un soldat exécuté pour avoir refusé de vêtir le pantalon ensanglanté prélevé sur un mort. Inutile de dire que la justice militaire fut plus que prompte à sévir et que les droits de la défense étaient des plus symboliques, comme le montrent aussi un roman et le film qui en fut tiré, *Les sentiers de la gloire*. Film de 1957 qui, rappelons-le, ne peut pas être présenté avant 1975 en France !

Les officiers abattirent également des hommes, probablement dans la même proportion à en croire les premiers travaux sur la question, sans qu'aucune procédure devant les tribunaux militaires ne fût engagée. « *Tout soldat, tournant le dos à l'ennemi, doit être immédiatement abattu à coup de fusil ou de revolver* » rappelait en

août 1914 une directive du haut commandement français : elle fut appliquée par des officiers et des sous-officiers particulièrement zélés. Le manuel du chef de section de l'infanterie française était d'ailleurs formel : « *Au combat, le sergent serre-file a un rôle essentiel, qui est celui d'empêcher les défaillances. Il faut lui en parler souvent, lui dire que la peur est contagieuse, que le salut de la patrie exige que toute faiblesse, tout commencement de débandade, soient étouffés dans l'œuf, qu'hésiter à abattre un lâche, c'est peut-être sauver vingt ennemis ou faire tuer vingt Français. Dans la progression, le sergent n'a pas à mettre son fusil en ligne, mais à veiller à ce que tous les autres y soient.* »

De son côté, le code pénal italien condamnait à trois ans de réclusion l'officier qui, témoin d'un acte de révolte ou de désertion, n'aurait pas usé de tous les moyens à sa disposition pour les faire cesser. La formule était suffisamment vague pour légitimer tous les actes de répression.

Désobéir, hésiter simplement à avancer, c'était donc risquer la mort ou une lourde condamnation.

Mais l'arsenal répressif contenait également des mesures d'une autre nature.

Face à l'hécatombe des premières semaines de guerre, les gouvernements mirent notamment en place des commissions spéciales de réforme. Blessés, malades, handicapés, furent convoqués pour que leurs cas soient réexaminés. En France, il a été démontré que ces commissions consacraient à peine une minute à l'examen de chaque cas. On condamna aussi, avec la complicité de toute une partie du corps médical, tous ceux suspectés de vouloir se soustraire au front.

Le plus révoltant fut sans doute le sort des hommes victimes de traumatismes psychiques dont on refusa bien souvent de reconnaître les pathologies en les accusant d'être des simulateurs. Les historiens commencent là encore seulement à avoir une vision précise de leur tragédie.

Un médecin autrichien écrit à ce propos : « *Je méprisais les médecins qui, gardiens d'esclaves pour le compte des bellicistes, forçaient les soldats à demi rétablis à retourner dans les tranchées. J'ai vu des exemples effrayants du travail de ces bourreaux. Des convalescents souffrant encore, leurs blessures non guéries, étaient contraints de rejoindre leur régiment. Dans de nombreux hôpitaux, ils étaient torturés avec le pinceau de faradisation (traitement à base d'impulsions électriques), de sorte qu'ils préféraient l'horreur de la guerre à l'horreur de l'hôpital.* »

Le secret et la censure étaient d'autres piliers indispensables de la politique répressive. Le simple fait de dire à haute voix que l'ennemi était aussi un être humain pouvait entraîner des mesures disciplinaires. C'étaient malgré tout des signes de la crainte et de la méfiance du commandement envers ses troupes et la population. Louis Barthas explique dans ses notes que si l'heure d'attaque devait par exemple être tenue secrète jusqu'au dernier moment, ce n'était pas pour ne pas démoraliser les hommes, mais pour qu'ils ne puissent pas « *se concerter pour organiser une résistance quelconque à ces ordres* ».

Chapitre IV

Les transformations des sociétés en guerre

La pénétration des questions et des impératifs militaires à travers tous les pores de la société eut des répercussions évidentes dans la sphère de la production et sur le niveau de vie des populations. Mais elle modifia également les formes politiques du pouvoir dans la plupart des États. La démocratie parlementaire, la liberté de la presse, là où elles existaient, cédèrent la place au pouvoir sans contrôle des gouvernements et des états-majors. Partout, le militarisme et la militarisation des sociétés étaient à l'ordre du jour.

Le renforcement du pouvoir des gouvernements

Cette évolution ne s'effectua pas partout au même rythme, parce que les problèmes auxquels devaient faire face les classes dominantes n'étaient pas exactement les mêmes. Mais ce mouvement signifiait à terme la quasi-disparition des droits des Parlements, là où ils existaient, et des libertés les plus élémentaires de la population. Il s'agissait de limiter au maximum les espaces de liberté et d'expression de la contestation tant au front qu'à l'arrière.

En Russie, les députés bolcheviks à la Douma, qui avaient voté contre les crédits de guerre, furent déportés en Sibérie dès le début des hostilités, tandis que la répression s'abattit sur le mouvement ouvrier. La Douma elle-même fut totalement ignorée. Le masque libéral de l'autocratie était définitivement mis à bas.

En Allemagne, le Reichstag put certes siéger et délibérer durant le conflit… mais jusqu'à ce qu'il adopte en 1917 une motion envisageant, dans des termes pourtant très mesurés, l'idée d'une démarche en faveur de la paix. Les généraux Hindenburg et Ludendorff imposèrent alors un véritable pouvoir absolu. La Grande-Bretagne, où la démocratie parlementaire avait pour le moins une longue existence, vit également son Parlement plus ou moins réduit au silence et au rôle de chambre d'enregistrement, au point que certains évoquèrent alors la « *dictature de Lloyd George* ».

En Italie, la défaite de Caporetto entraîna la nomination d'Orlando, ce ministre de l'Intérieur de 1916 à 1917, dont la politique répressive lui avait valu le surnom de « *ministre des fusillades* ». Les « défaitistes » et les « embusqués » furent traqués avec une férocité renforcée et les moindres mouvements dans les entreprises furent durement réprimés.

En France, il en alla comme dans tous les pays en guerre des droits du Parlement comme de ceux des « soldats-citoyens » livrés aux tribunaux de la justice militaire. La répression frappa sans faiblir durant toute la durée de la guerre les hommes suspectés de désobéissance devant l'ennemi, voire de « mutinerie », par des peines de prison et des exécutions. La presse fut muselée, la censure érigée en principe général, toutes les libertés suspendues : la population étaient livrée à ses bourreaux. C'était un profond

processus de militarisation des sociétés qui était à l'œuvre. En 1917, Clemenceau cumula les fonctions de président du Conseil et de ministre de la Guerre. Il n'hésita pas à faire traduire deux anciens ministres, Caillaux et Malvy, devant les tribunaux pour trahison.

La censure du courrier, qui visait dans tous les pays les soldats mais aussi toutes les femmes et les hommes de l'arrière, répondait au même impératif. Un soldat italien fut condamné en avril 1918 à deux ans de prison pour avoir écrit sur une carte postale qu'il en avait déjà assez du front, qu'il y régnait un désordre général, que les Autrichiens eux aussi n'en pouvaient plus et qu'ils ne tiraient plus les uns sur les autres car ils partageaient tous le même destin. En France, où la richesse de la correspondance est connue du grand public depuis la parution de *Paroles de poilus*, fonctionnèrent environ quatre cents de ces commissions de contrôle. Elles filtrèrent des dizaines de millions de lettres et permirent ainsi au commandement de « repérer les fortes têtes » ou, plus généralement de connaître au plus près l'état d'esprit de la troupe.

La presse, le théâtre, le cinéma, les chansons, étaient également contrôlés et censurés bien au-delà des questions censées affecter directement la « défense nationale » et jusqu'à l'absurde. Rien ne devait attenter ouvertement au « moral de la Nation ». Toutes les sociétés se trouvèrent sous la botte militaire et soumise à sa propagande. Dans les écoles françaises, on initia les plus jeunes aux arts martiaux, tandis qu'était lancée la « *croisade des enfants* », une troupe d'enfants soldats portant l'insigne du Sacré Cœur. Les écoliers étaient appelés à suivre au jour le jour sur une carte et à soutenir les combats des unités françaises. Quant à la préparation

militaire, elle fut imposée en France dès 1914 aux classes 1915, 1916 et 1917.

L'intervention permanente des États dans des économies au service de guerre

Cette militarisation et cette concentration des pouvoirs étaient aussi la contrepartie politique de l'intervention massive des États dans l'économie. Car la guerre avait favorisé la centralisation de l'économie, en même temps qu'elle avait mis à jour la faillite de l'économie dite de marché.

En France, l'État planifiait de facto la production, elle-même déterminée par le rythme et l'intensité des opérations militaires et donc des besoins en munitions et autres fournitures indispensables aux armées. Il fournissait les avances financières nécessaires à la construction de nouvelles usines ou à la mise au point de nouveaux procédés et organisait la répartition des matières premières. Sur le plan monétaire, la libre convertibilité du franc en or fut suspendue dès 1914 et la Banque de France eut tout loisir d'augmenter ses émissions de monnaie. Quant au gouvernement, il décupla ses propres dépenses et les dettes de l'État sans devoir dépendre de la moindre consultation et, a fortiori, de toute autorisation du Parlement.

Un arsenal de mesures autorisa par ailleurs le pouvoir politique à réquisitionner le blé, la farine et le charbon. Sous Clemenceau, le « contrôle des changes » fut institué achevant d'étendre ainsi la main de l'État sur l'économie. De façon anecdotique, même le nombre des poches pour les vêtements fut désormais fixé par les ministères !

Les industries des pays industrialisés furent d'emblée très massivement orientées vers la fabrication d'armement, de munitions et de toutes les infrastructures indispensables aux armées. D'un point de vue économique classique, la « demande » était de fait gigantesque, voire infinie tant la « consommation », alimentée par les budgets publics, c'est-à-dire les besoins des armées étaient croissants. Cette tendance ne fit que s'accroître au fil des mois. La préparation d'une seule bataille, celle de la Malmaison, en octobre 1917, aurait par exemple exigé trois cents trains de munitions !

Toutes les prévisions initiales des états-majors dans le domaine des munitions furent dépassées. L'artillerie française au déclenchement de la guerre disposait ainsi de quoi assurer six millions de coups et était assurée d'un réapprovisionnement de six mille obus par jour. Or, dès le deuxième mois de guerre, les munitions manquèrent. Alors que les industries produisaient quotidiennement dix mille obus de 75, il fut décidé de passer la production à cent mille. Cet objectif fut atteint dès l'été suivant, puis encore triplé par la suite. Au total, après cinquante et un mois de guerre, les usines avaient produit environ deux cent cinquante millions de ces engins de morts qui faisaient la fierté de la presse et des romans de guerre. Qu'importe que l'angle de tir dudit canon de 75 se révèle si impropre aux conditions du combat moderne. Il faudrait ajouter à cette énumération macabre, et pour la seule production des usines françaises, 6,3 milliards de cartouches, 2 375 000 fusils, 51 000 avions, 40 000 tonnes de gaz de combat, 3 500 chars, les uniformes, les casques, les chaussures, etc.

Les industries d'armement virent leurs effectifs décuplés. Car si la guerre avait entraîné dans un premier temps une désorganisation

générale, et provoqué un chômage massif dans plusieurs pays (on comptait près de deux millions de chômeurs en France en octobre 1914), l'afflux des commandes eut tôt fait d'inverser la tendance. En Allemagne, la société Krupp vit, par exemple, les effectifs de ses usines d'Essen passer de trente-quatre mille ouvriers à plus de cent mille. La courbe fut la même en France dans les usines Schneider et Renault, d'où sortaient les deux modèles de chars d'assaut nationaux. En 1918, près de deux cent mille ouvriers, concentrés essentiellement en région parisienne, travaillaient dans l'industrie aéronautique, alors que ce secteur était quasiment inexistant en 1914.

L'industrie d'armement, au sens strict, employait en France la dernière année de la guerre un million sept cent mille ouvriers. Mais c'est toute la production des belligérants et de certains pays qui les alimentaient, y compris la production agricole, et ce jusque dans les colonies, ainsi que la recherche scientifique et technique qui avaient été orientées vers la guerre.

En France, c'est le socialiste Albert Thomas qui dirigea la production d'armement pendant près de quatre ans. De cette période, il écrira lui-même plus tard : « *Je me souviendrai toute ma vie de tous les faits inoubliables que j'ai vécus dans la longue tournée de 80 000 kilomètres que j'ai faite à travers la France pendant l'espace de six mois. Je suis allé chez les artisans de village, chez le petit mécanicien qui avait deux ou trois tours et je lui disais : Il y a des obus à tourner, il faut les prendre, et il les prenait.* […] *Tout le monde s'y mettait.* […] *C'était toute la France, toute l'industrie française, ainsi associée à l'œuvre de défense.* […] *C'était notre œuvre, nous en étions fiers.* »

Ce sont cependant les grands industriels qui étaient directement associés à l'élaboration et à la mise en œuvre de cette politique. André Citroën, pressenti pour organiser la production de vingt mille obus par jour en 1915, fit construire l'usine du quai de Javel en six semaines. Le même dirigeant était simultanément en charge de la répartition des matières premières au ministère… D'autres entreprises, comme Michelin et Renault, connurent un développement très rapide grâce aux commandes de guerre. Certaines, à l'instar de Boussac, naquirent. Ces quelques noms suffisent d'ailleurs à souligner l'importance de cette période dans la transformation du capitalisme français.

Loucheur, successeur d'Albert Thomas au ministère de l'Armement en 1917 après le retrait des socialistes du gouvernement, était lui-même un riche industriel avant guerre : il présidait quatre conseils d'administration de grandes sociétés, tenait la vice-présidence de deux autres et touchait des jetons de présence dans quarante-deux sociétés. Il avait été entre autres administrateur, puis président de la société Hotchkiss bien connue dans les tranchées pour sa production de mitrailleuses.

En Grande-Bretagne, pays où le libéralisme en matière d'économie tenait lieu d'horizon indépassable, l'interventionnisme étatique ne fut pas moindre. Une commission publique se substitua aux importateurs britanniques pour certains achats à l'étranger et fixa les prix de vente sur le marché intérieur. Le contrôle des compagnies ferroviaires fut instauré. Pour contrer les concurrents des industriels nationaux, des droits de douane de 33,3 % furent décidés sur un certain nombre de produits. Lorsque les entreprises n'étaient pas de taille ou manquaient de capitaux, l'État n'hésita pas

à créer lui-même des sociétés dans plusieurs secteurs : ce fut le cas notamment dans les colorants artificiels et dans le pétrole.

En Italie, l'intervention de l'État prit une forme particulière puisque la direction de l'Institut de la mobilisation industrielle était assurée par les militaires eux-mêmes.

En Allemagne, l'interventionnisme était en outre une réponse aux conséquences du blocus dans la plupart des secteurs et aux besoins aigus de certaines matières premières. Là encore, les principaux représentants des *konzern* furent associés aux décisions. Walther Rathenau, patron du géant de l'électricité AEG, dirigeait l'organisme centralisant l'achat des matières premières nécessaires aux usines de guerre. La production d'armements était coordonnée par un comité de guerre dans lequel les industriels de la métallurgie Krupp et Thyssen siégeaient… aux côtés de représentants des syndicats sociaux-démocrates. Les prix étaient encadrés par l'État qui jouait un rôle déterminant de surcroît dans la répartition des commandes et des matières premières et en conséquences, dans celle des profits. À partir de 1916, ignorant les besoins les plus élémentaires de la population civile, les usines estimées les moins utiles à l'effort de guerre furent fermées par centaines. La cartellisation des entreprises, déjà engagée bien avant la guerre, fut également imposée dans toutes les branches.

Organisation de la production et de la concentration des entreprises, injections massives de capitaux dans l'économie par le recours à l'endettement, la guerre avait rendu plus visible et systématique, c'est-à-dire indispensable, l'intervention des États dans la marche de l'économie.

Pendant la guerre, les (très bonnes) affaires continuent

La guerre fit donc couler une partie significative des finances publiques et des commandes en matériel directement dans la poche des grandes entreprises et de leurs actionnaires à la plus grande satisfaction de ces derniers. Voici, pour illustrer notre propos, comment un haut fonctionnaire français en charge de l'artillerie relate les facilités offertes au patronat et l'engouement de celui-ci pour les marchés publics : « *Au commencement de la guerre, il s'agissait avant tout d'amener les industriels à entreprendre des fabrications nouvelles pour eux et à ne pas se laisser effrayer par les aléas d'une telle entreprise ; les prix consentis* (furent) *donc largement calculés et l'État* (accepta) *de contribuer financièrement à la création de nouvelles usines.* […] *La période de mise en train une fois franchie et les premiers contractants s'étant rendu compte des profits à retirer de leurs marchés, les offres spontanées des industriels* (augmentèrent). »

En Grande-Bretagne, Churchill résuma cette politique par la formule passée à la postérité : « *Business as usual* ». Pendant la guerre les affaires et les bénéfices devaient continuer comme avant. Et bien mieux qu'avant même, pour certains.

Ce ne fut pas sans troubler les consciences. Dans toutes les armées, les soldats ressentirent une confuse, mais non moins vive colère contre tous les « profiteurs », ces « messieurs » dénoncés dans certaines chansons populaires comme la *Chanson de Lorette* devenue après-guerre la fameuse *Chanson de Craonne*. « *Ce n'était pas dur à vivre pour tout le monde. À l'intérieur, les fournisseurs de guerre s'enrichissaient. Des fortunes sortaient rapidement de la ruine publique, comme des champignons obscènes* », écrit à ce propos Jules

Romains dans *Prélude à Verdun* en traduisant parfaitement l'état d'esprit dominant alors au front.

Un historien ayant étudié le courrier des soldats français conclut même à propos de leur « *anticapitalisme* » qu'il était « *tellement courant que les lettres qui en font mention ne sont pas saisies, sauf parfois si la formulation est trop vive* ».

Cette conscience était d'ailleurs si forte que, pour tenter de calmer leur opinion publique, les gouvernements furent contraints d'adopter à partir de 1916 des mesures de taxation de ces bénéfices de guerre.

Les chefs d'entreprise et les « tondeurs de coupons » s'en tirèrent toutefois à bon compte. En France, le texte définissait d'ailleurs cette mesure fiscale comme une « *contribution spéciale, prélevée sur les profits réalisés en supplément des bénéfices habituels* ». Il s'agissait donc d'une taxe portant sur les seuls surprofits perçus depuis le déclenchement du conflit en août 1914. En outre, les industriels avaient toute liberté de taire dans leur déclaration les résultats des trois exercices fiscaux d'avant-guerre.

Cela n'empêcha pas évidemment les membres des « deux cents familles » de protester contre l'« *inquisition intolérable* » dont ils étaient victimes. « *Il semble que ce soit presque un crime de réussir en France* », affirma l'un d'eux avec un parfait cynisme sur un air connu. On sait aujourd'hui, car les études ont confirmé le sentiment général de l'époque, que les profits accumulés par les plus grandes sociétés furent considérables et leurs déclarations fiscales largement mensongères. La société Schneider, d'où sortaient les canons du Creusot, déclara par exemple des bénéfices huit fois plus faibles que ceux qu'elle avait effectivement réalisés. L'impôt sur les

bénéfices de guerre fut incomparablement plus supportable que l'impôt du sang demandé aux peuples.

Dans tous les pays, les classes possédantes bénéficièrent en outre, et pour une longue période, des revenus tirés des emprunts d'État lancés tout au long du conflit. Il s'agissait, comme le concéda une grande fortune française, du « *plus agréable des devoirs patriotiques* ».

Dans les entreprises, des mesures furent également prises pour contenir toute agitation. En France, la grande majorité des travailleurs étaient des ouvriers qualifiés qui avaient été mobilisés sur le front de la production en tant qu'« affectés spéciaux » depuis l'adoption de la loi Mourriez en 1915. Sur leur lieu de travail, ils portaient un brassard distinctif et conservaient le statut de soldat : le recours à la grève leur était donc strictement interdit. Les patrons ne manquèrent pas de faire pression sur ces travailleurs en les menaçant d'un renvoi au front et en les désignant comme des « embusqués » devant se réjouir de leur sort. À leurs côtés travaillaient plusieurs millions de femmes ainsi que des travailleurs étrangers ou coloniaux et plusieurs dizaines de milliers de prisonniers de guerre.

En Grande-Bretagne, le *Munition War Act* de 1915 interdisait lui aussi tout arrêt de travail aux ouvriers des industries de guerre. Des grèves éclatèrent pourtant, en particulier dans les mines galloises. Les mineurs obtinrent alors des augmentations de salaire, mais l'année suivante, les mines et les mineurs furent tout simplement réquisitionnés.

En Allemagne, le recours à la main-d'œuvre féminine fut également important, notamment à partir de 1916. Il fut complété par l'entrée de trois cent mille enfants dans les entreprises. La loi dite de « Mobilisation civile patriotique », qui fut votée avec le soutien

du SPD en décembre 1916, introduisit un service civil obligatoire pour tous les hommes de dix-sept à soixante ans non incorporés. Le « programme Hindenburg », destiné à réorganiser autoritairement l'économie allemande au profit de l'armement et à augmenter la production, eut pour autre conséquence d'intégrer encore davantage les organisations ouvrières aux structures patronales.

En Italie, où l'hostilité de la population laborieuse à la guerre avait été très forte depuis son déclenchement, le personnel des entreprises de guerre, mais aussi leur famille, étaient soumis à la juridiction militaire. Les horaires de travail furent augmentés ; le droit de grève, comme celui de quitter leur lieu de travail, furent refusés aux ouvriers. L'abandon de poste de travail était juridiquement assimilé à la désertion et puni en conséquence par les tribunaux.

En Russie, la soumission de l'organisation de la production aux impératifs de la discipline militaire prit une forme particulière, puisque la plupart des entreprises passèrent sous le contrôle et la surveillance de l'armée et de ses officiers. Là aussi, la peur des travailleurs prévalait parmi les autorités et la grande bourgeoisie. Quant au peu de protection sociale existante, obtenue depuis les premières luttes ouvrières du début du siècle, elle y fut tout bonnement suspendue pour la durée du conflit. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle les patrons utilisèrent massivement le lock-out face aux grèves au printemps 1917, jetant ainsi de façon involontaire les masses dans les rues.

Le patronat profita de la militarisation du travail et de toutes les mesures coercitives adoptées à l'encontre du mouvement ouvrier. C'était un bénéfice de guerre dont les fruits seront précieux pour lui encore bien au-delà de la guerre elle-même.

L'appauvrissement des populations

Cette croissance de la production militaire eut des conséquences désastreuses pour les masses populaires. Trotsky, en observateur attentif des conditions de vie en Europe durant la guerre, relevait à ce propos : « *Dans tous les pays belligérants, le manque de pain est la cause la plus immédiate, la plus aiguë d'insatisfaction et d'indignation parmi les masses. Toute la folie de la guerre leur est révélée par ce biais ; il est impossible de produire les biens nécessaires à la vie, parce que l'on est obligés de produire des instruments de mort.* »

La propagande, là encore, tenta de justifier la pénurie au nom des sacrifices consentis par les soldats. En France, le gouvernement lança plusieurs campagnes avec des slogans comme : « *Français, en économisant votre pain, vous conserverez les navires pour plus de combattants américains et vous aiderez nos soldats.* » « *Français, il nous faut des semences pour la prochaine récolte. En économisant votre pain, vous aurez celui de l'an prochain.* » Des professeurs expliquaient doctement, dans des conférences destinées aux « ménagères », comment réduire drastiquement le pourcentage d'épluchures des pommes de terre, avec une technique appropriée… La gestion de la pénurie devenait un acte patriotique.

Tandis qu'une minorité continuait à mener grand train « sur les grands boulevards » des capitales européennes, les classes populaires subissaient de plein fouet ces pénuries et les restrictions, dont les effets étaient considérablement amplifiés par une inflation vertigineuse. En Italie, les prix des biens de consommation de base augmentèrent par exemple de 700 % par rapport à l'avant-guerre. En Allemagne, dont l'économie subissait lourdement les effets du blocus imposé par ses adversaires français et britannique, se développèrent de multiples substituts : les fameux *ersatzen*. Au cours

de l'hiver 1916-1917 appelé « *hiver des rutabagas* », la malnutrition s'étendit dramatiquement et le pays subit même une épidémie de typhus. La guerre, au-delà des familles touchées par le deuil ou les blessures d'un proche, s'invitait ainsi dans tous les foyers réduits à des rations d'environ 1 100 calories. On estime à sept cent quarante mille le nombre des victimes de la sous-alimentation.

La France et la Grande-Bretagne étaient certes un peu moins touchées, car elles conservaient l'accès à leur empire qu'elles ne se privèrent pas de ponctionner. Pour faire face au mécontentement, le gouvernement français réactiva malgré tout une loi datant de… 1791 qui imposa un contrôle strict du prix du pain.

En Angleterre, la question alimentaire demeurait également forte. Ainsi, en janvier 1918, la police londonienne compta-t-elle près d'un demi-million de personnes dans les rues en train de faire la queue. La fin de la guerre fut également marquée par d'importantes marches de consommateurs en colère. On cite aussi le cas de ces cinq mille métallurgistes des usines Vickers qui débrayèrent de façon spectaculaire pour « *aller faire les courses* »….

Dans certains pays, victimes du blocus allié, on passa de la pénurie à de véritables famines (en Autriche, par exemple, la consommation annuelle de céréales qui était de 145 kg par habitant en 1914 était tombée à 65 kg trois ans plus tard). Et ce n'est pas un hasard si la révolution commença en Russie par des manifestations de protestation dirigées par les femmes contre la vie chère et l'impossibilité de se procurer les biens alimentaires de base, tandis que des milliers de tonnes de grain pourrissaient faute de moyens de transport.

Chapitre V

De l'année 1917 à l'armistice

C'est de Russie que survinrent les événements qui allaient faire basculer l'issue de la guerre. Survenant dans « le maillon le plus faible » de cette chaîne qui liait le sort des peuples depuis un demi-siècle, la Révolution russe était une démonstration de la force des masses ouvrières alliées à la paysannerie pauvre et de la transformation profonde des consciences de millions de personnes, à commencer par celles des soldats eux-mêmes, pendant la guerre.

À l'est, du nouveau : la Révolution de février jette à bas l'autocratie tsariste

Depuis des mois, l'armée avait commencé à se désagréger, au fil des désertions des soldats. Dans ce mécanisme de décomposition sociale, l'élément déterminant fut le renouveau des luttes ouvrières dans les grandes villes du pays à partir de 1916. Le 9 janvier 1917, la moitié des quatre cent mille ouvriers de la capitale commémorèrent dans les rues le Dimanche sanglant de 1905. Le 23 février du calendrier encore en vigueur en Russie, qui correspondait dans notre calendrier à la Journée internationale des femmes (le 8 mars), Petrograd fut envahi par la

population ouvrière, femmes en tête, mobilisée pour exiger du pain. Malgré la répression, en quelques jours de mobilisation, de manifestations et de grèves massives, les travailleurs de la capitale provoquèrent l'abdication de Nicolas II le 3 mars, puis la chute définitive de la dynastie et du régime des Romanov. Désormais, les paysans sous l'uniforme abandonnant leurs unités venaient s'agréger aux travailleurs des villes et à leurs soviets (comités). Comme le raconte John Reed dans *Les dix jours qui ébranlèrent le monde*, « *Tout au long d'un front de 1 500 kilomètres, les millions d'hommes de l'armée russe s'agitaient comme la marée montante et inondaient Petrograd de centaines de délégations clamant : « Paix ! Paix !* »

Le Parti constitutionnel démocrate (KD) qui était l'expression politique de la bourgeoisie libérale russe, puis le gouvernement provisoire issue de la révolution (dirigé par le prince Lvov dans un premier temps, puis par Kerenski) dans lequel ce parti était majoritaire se gardèrent bien de reprendre cette revendication. Les classes dirigeantes russes avaient compris que leur propre sort était lié au soutien dont elles bénéficiaient de la part de leurs alliés français et anglais et donc à l'issue de la guerre. Pour combattre la révolution ouvrière qui perçait déjà, et restaurer une partie des prérogatives qu'elles avaient dû céder aux émeutiers et aux grévistes, elles devaient remettre l'armée en état de se battre. Cette politique contre-révolutionnaire s'ajoutant au refus de partager les terres et de faire face à la misère croissante par une politique favorable aux masses laborieuses, devait provoquer le 7 novembre de cette même année 1917 (octobre du calendrier julien) une nouvelle insurrection ouvrière victorieuse dirigée par les bolcheviks.

L'intervention des États-Unis change le rapport des forces

Sur le plan militaire, la Révolution de février n'avait pas eu d'effet majeur, puisque le nouveau régime avait maintenu l'armée dans la guerre et même repris à son compte les buts de guerre de l'autocratie. Elle contribua cependant à accélérer l'entrée en guerre de la puissance américaine en avril 1917, elle qui jusque-là s'était en quelque sorte contentée de gagner de l'argent grâce aux commandes de guerre et de se poser en situation d'arbitre.

Le président Wilson, dix jours avant la rupture diplomatique avec l'Allemagne, n'avait pas hésité à se faire réélire sur le thème de la paix et du slogan « *L'Amérique n'a nulle intention de se mêler à cette guerre.* » Il abandonna pourtant l'attitude de neutralité apparente que les États-Unis avaient eu depuis 1914, en expliquant dans les cercles du pouvoir : « *Quand la guerre sera finie, nous pourrons les forcer à accepter nos conceptions, parce qu'à ce moment là ils seront, entre autres, en notre pouvoir du point de vue financier.* »

Le torpillage par la marine allemande du cargo *Lusitania* en mai 1915, et les victimes civiles américaines qu'il provoqua, est souvent présenté comme la raison principale de l'entrée en guerre des États-Unis. Mais cet événement, s'il a bien contribué à retourner partiellement l'opinion publique, était survenu deux ans auparavant. Quant aux pertes commerciales dues à la puissance de feu de la marine allemande, elles étaient désormais en grande partie annihilées par le fait que les navires de commerce naviguaient en convois sous surveillante de la flotte de guerre. Les techniques de lutte contre les sous-marins étaient en outre devenues beaucoup plus efficaces. Le plus puissant pays industriel

ne pouvait plus en réalité être absent du conflit dont l'issue était la suprématie entre les principales puissances économiques du globe. Il devait être là pour la redistribution des cartes qui allait suivre.

L'intervention des États-Unis en Europe survenait au moment même où les caisses de leurs principaux partenaires, la France et la Grande-Bretagne, étaient vides. Des menaces de couper les crédits à la Grande-Bretagne avaient même été lancées sous le sceau du secret diplomatique, en 1916. De nombreux représentants de la grande industrie aux États-Unis, appuyés par le banquier Morgan par lequel transitait l'essentiel des crédits à la Grande-Bretagne et à la France, avaient fait alors valoir qu'il ne fallait pas interrompre ce courant qui faisait des Américains « les maîtres du monde ». Un haut fonctionnaire américain concluait « *peut-être notre entrée en guerre est-elle le seul moyen de maintenir notre actuelle position commerciale prédominante et d'empêcher une panique* ». C'était aussi le moyen, comme le concédait le président Wilson, de « *mettre le pied sur des marchés que la Grande-Bretagne a jusqu'ici contrôlés* ».

Les industriels, la construction navale et les grands fermiers américains avaient déjà su tirer profit de la guerre, puisque leurs exportations progressèrent de 70 % entre 1913 et 1919. Malgré certaines déclarations teintées de pacifisme de son fondateur et dirigeant, les usines Ford, par exemple, s'occupaient de produire pour les alliés des automobiles et dix mille chars d'assaut assemblés ensuite en France dans les usines anglo-américaines, ainsi que vingt-quatre mille avions.

L'Europe n'était d'ailleurs pas leur seul horizon durant le conflit. Celui-ci fut en effet une opportunité de renforcer simultanément

la domination économique des États-Unis sur l'Amérique latine au détriment de l'Allemagne d'une part, mais surtout de l'Empire britannique.

Cette entrée en guerre, suivie par celles de la quasi-totalité des pays latino-américains, fut déterminante, car ce sont près de quatre millions d'hommes qui furent progressivement mobilisés de l'autre côté de l'Atlantique pour être jetés dans la mêlée sanglante. Avant même de changer la situation militaire, c'était un changement fondamental pour l'état d'esprit des états-majors, mais aussi pour celui des combattants des deux camps.

Les campagnes de recrutement du gouvernement américain se heurtèrent pourtant à une forte résistance des populations

L'introduction de la conscription au printemps 1917, sous la pression britannique, avait déjà provoqué de véritables émeutes au Canada. Des manifestations se transformèrent en combats de rue dans la ville de Québec. La foule en colère fit relâcher des prisonniers, saccagea les bureaux de journaux soutenant la conscription et se rendit au bureau d'enrôlement afin d'en détruire les archives militaires. Le gouvernement dut faire appel à des unités de l'armée régulière pour rétablir l'ordre. Il décréta l'enrôlement immédiat des émeutiers, et l'instauration de cours martiales dans les différentes provinces agitées. À la fin de l'année 1917, sur 404 400 conscrits, 380 500 avaient fait une demande d'exemption !

Aux États-Unis, l'opposition de la population ne fut pas moindre. Il n'y avait eu que quelques milliers d'engagés volontaires… contre les sept cent mille espérés. La conscription fut donc imposée au printemps 1917. Mais le gouvernement fut contraint de recruter pas moins de cent cinquante mille propagandistes, appelés les *Five Minutes Men* car ils étaient chargés de prendre la parole brièvement

sur les lieux publics en faveur de l'enrôlement. Parallèlement, une loi permit de jeter en prison toute personne prenant position oralement ou par écrit contre la guerre. Et à l'été 1917, une ligue patriotique fut mise sur pied, l'*American Defense Society*, dont la raison d'être était, comme celle de dizaines d'associations du même acabit, de patrouiller dans les rues pour faire taire les propos jugés séditieux. Pourtant, on estime qu'entre 2,4 et 3,6 millions d'hommes échappèrent à la conscription en refusant de se faire enregistrer. 12 % des enrôlés, soit plus de trois cent mille hommes, désertèrent : on était bien loin d'un « consentement » général.

Printemps 1917, une vague générale de révoltes et de mutineries

Ces difficultés n'étaient d'ailleurs pas sans rapport avec le contexte plus global de contestation de la guerre elle-même. Car, partout, selon l'expression consacrée de Lénine à propos de l'armée russe, les soldats commençaient à faire de la politique « avec leurs pieds ». Ils refusaient de plus en plus de combattre et de mourir pour des intérêts qu'ils estimaient étrangers aux leurs. Ce mouvement avait aussi sa traduction à l'arrière : les travailleurs relevaient la tête et les grèves se multiplièrent.

Partout en effet la guerre avait transformé les hommes et leurs consciences. Un marin allemand, monarchiste au début de la guerre, relève ainsi trois ans plus tard dans son journal à propos de son propre cheminement : « *Notre système militaire a accompli ce qu'aucun livre, aucun journal et aucun socialiste n'aurait jamais pu réussir. J'ai appris à haïr et mépriser son autorité plus que tout au monde.* »

Les grèves n'avaient en fait jamais complètement cessé depuis le déclenchement de la guerre, mais elles n'avaient, par leur caractère isolé et la répression qui les avait frappées, jamais véritablement menacé la machine de guerre.

En France, entre mai et juillet 1917, une multitude de conflits éclatèrent, notamment dans la région parisienne et dans la Loire où étaient concentrées le plus grand nombre et les plus vastes usines d'armement. Les femmes y étaient en première ligne : ce sont les « cousettes » et les « munitionnettes » souvent citées. Dans la deuxième quinzaine du mois de mai, la région parisienne comptait à elle seule cent mille grévistes. Pour ces deux mois de mai et juin, on comptabilisa jusqu'à quatre cents arrestations. Des dizaines de militants furent arrêtés et déférés devant les conseils de guerre, d'autres furent expédiés dans un camp militaire. Des troupes, enfin, furent également positionnées aux portes de Paris.

Un mouvement d'une ampleur comparable avait touché simultanément les entreprises britanniques, sous la pression de « comités locaux des délégués d'atelier ».

À la même période, les usines de Berlin étaient paralysées par la grève de deux cent mille travailleurs. Dans son journal intime, le kronprinz, héritier de l'empereur Guillaume II écrivait à propos de cette vague montante : « *Si l'Allemagne n'obtient pas la paix avant la fin de l'année, le danger de révolution sera imminent.* » En Autriche-Hongrie, les usines Skoda étaient à l'arrêt. Quant à la grève aux ateliers de confection à Prostejov, en Bohême, elle tourna au massacre, avec vingt-trois morts.

Les ouvriers de Milan et de Turin se soulevèrent à leur tour en août, suivis par des émeutes dans les zones rurales proches des grands centres industriels. Les manifestants exigeant du pain et

la paix dressèrent des barricades. Le gouvernement décréta l'état de siège. Dans la seule ville de Turin, il y eu quarante et un morts. Peu après, l'armée italienne faillit se désagréger intégralement. Au lendemain de la défaite de Caporetto en octobre, trois cent mille hommes s'étaient ainsi rendus, beaucoup sans combattre, tandis qu'un nombre équivalent de soldats avaient entamé une marche pour rentrer chez eux. Pour contenir ce mouvement, qui empruntait certains traits de la décomposition de l'armée russe, l'état-major italien organisa l'exécution sommaire d'officiers. Un épisode évoqué par Hemingway dans *L'Adieu aux armes*.

Pendant la guerre, les tribunaux militaires italiens (ordinaires et extraordinaires) jugèrent au total plus de deux cent soixante mille soldats, dont près des deux tiers furent condamnés. On compta plus de quinze mille peines d'emprisonnement à perpétuité, dont les deux tiers pour la seule année 1917, et plus de quatre mille condamnations à mort. Peines auxquelles il faudrait ajouter les soldats exécutés sans jugement et ceux mitraillés par leurs officiers alors qu'ils étaient en train de se disperser, de se rendre, ou de se retirer sans autorisation. La répression n'allait d'ailleurs pas cesser sous les formes les plus brutales dans ce pays jusqu'à la fin de la guerre. Elle préfigurait ainsi également les affrontements de l'immédiat après-guerre, eux-mêmes prélude de la dictature fasciste.

Le printemps 1917 en France fut aussi marqué par une vague de mécontentement des soldats qui déboucha dans plus de la moitié des unités sur de véritables mutineries, des « grèves aux armées » comme le disaient parfois les soldats eux-mêmes. Elles éclatèrent au lendemain de l'échec de la sanglante offensive du 16 avril initiée par le général Nivelle et se prolongèrent pendant plusieurs

mois. L'agitation gagna les villes, notamment autour des gares où arrivaient et repartaient les trains de permissionnaires, faisant craindre aux autorités une « contagion » générale. Une circulaire interdit dans l'urgence aux combattants de participer aux réunions politiques et syndicales.

Dans la plupart des cas, le commandement ne disposait pas de troupes suffisamment fiables pour pouvoir réprimer les mutineries par la force armée. On dispersa donc d'abord les unités, on en détacha les soldats les plus suspects avant que la justice militaire ne s'abatte. Cinq cent trente condamnations à mort ou à perpétuité furent prononcées entre le 1er mai et 30 septembre. Plusieurs dizaines de soldats furent effectivement passés par les armes. Plus de deux mille soldats seront en outre déportés dans les colonies, notamment en Indochine, où certains resteront jusqu'en 1925, malgré les lois d'amnistie votées après la guerre. Des mesures, concernant notamment le régime des permissions, furent adoptées pour calmer l'effervescence générale.

Mais nul ne peut dire ce qui aurait pu se passer si le haut commandement s'était avéré incapable de mener à bien sa politique répressive.

Quant aux vingt mille soldats russes qui avaient été expédiés par Nicolas II en France en 1916 et qui avaient formé des soviets sur le front français au lendemain de la Révolution de février et qui avaient subi de lourdes pertes également lors de l'offensive du 16 avril, ils furent déportés au mois de juin, loin du front et des soldats français vers le camp de La Courtine dans le massif Central. Après trois mois de face-à-face, au cours desquels le commandement russe pourtant soutenu par le gouvernement provisoire et par Kerenski avait été incapable d'obtenir la reddition des mutins,

le gouvernement français orchestra la répression de ces unités par une partie du corps expéditionnaire russe, épaulée par les canons de 75, les mitrailleuses et cinq mille soldats français. Au lendemain de la Révolution d'octobre, ces hommes qui demandaient avant tout à rentrer en Russie furent disséminés dans des compagnies de travail sur le territoire français et, pour les plus « irréductibles » déportés en Algérie.

À l'été 1917, l'armée allemande fut touchée à son tour par des mouvements au sein des troupes, au moment même où les conditions de vie pour la population devenaient de plus en plus difficiles en raison des pénuries alimentaires et de l'inflation. L'événement le plus retentissant fut, au début août, la révolte d'une partie des équipages de la flotte. Plusieurs marins furent passés par les armes lors de la reprise en mains par le commandement.

L'effervescence parmi les troupes et ces mutineries ne débouchèrent cependant dans aucun pays sur un mouvement comparable à ce qui se passait en Russie depuis le printemps 1917. Mais ce n'est pas parce que les soldats adhéraient à la propagande de leur gouvernement ou, comme l'écrivent certains historiens aujourd'hui, par patriotisme. Ce qui manquait avant tout à ces hommes, c'est une organisation, un parti en somme capable d'unifier ces milliers de révoltes individuelles et collectives, de fédérer les espoirs de paix et d'offrir une perspective suffisamment claire pour que les soldats acceptent de risquer leur vie pour elle.

En Russie, l'impuissance des classes dirigeantes aidant, le Parti bolchevik, dont la politique était en permanence confrontée à celle des autres partis dans les soviets, fut à même de tracer cette voie et de prendre le pouvoir. De la guerre mondiale, émergeait la première révolution victorieuse se réclamant de la classe ouvrière. Mais une

révolution dont l'issue devait également se décider dans l'arène mondiale.

Un texte désormais célèbre : *La Chanson de Craonne*

La Chanson de Craonne est depuis longtemps un élément central dans la mémoire de la Première Guerre mondiale et le symbole de l'opposition d'une partie des soldats à la guerre. Le texte, qui amalgame plusieurs versions, d'abord publié sous le titre *Chanson de Lorette* par l'écrivain et militant communiste Paul Vaillant-Couturier, en 1919, s'est imposé dans l'après-guerre sous le titre *Chanson de Craonne*. Il fait référence aux combats au Chemin des Dames et en particulier au plateau de Californie qui surplombe le village de Craonne, théâtre des combats parmi les plus violents dans les premiers jours de l'offensive engagée le 16 avril 1917. Son air provient de la transformation progressive par des soldats d'une valse à succès avant-guerre.

Quand au bout d'huit jours, le repos terminé,
On va reprendre les tranchées,
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile.
Mais c'est bien fini, on en a assez,
Personn'ne veut plus marcher,
Et le cœur bien gros, comm'dans un sanglot
On dit adieu aux civelots.
Même sans tambour, même sans trompette,
On s'en va là-haut en baissant la tête…

Refrain

Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours,
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne, sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés,
C'est nous les sacrifiés !

Huit jours de tranchées, huit jours de souffrance,
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la r'lève
Que nous attendons sans trêve.
Soudain, dans la nuit et dans le silence,
On voit quelqu'un qui s'avance,
C'est un officier de chasseurs à pied,
Qui vient pour nous remplacer.
Doucement dans l'ombre, sous la pluie qui tombe,
Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes…

(Refrain)

C'est malheureux d'voir sur les grands boul'vards
Tous ces gros qui font leur foire ;
Si pour eux la vie est rose,
Pour nous c'est pas la mêm'chose.
Au lieu de s'cacher, tous ces embusqués,
F'raient mieux d'monter aux tranchées
Pour défendr'leurs biens, car nous n'avons rien,
Nous autr's, les pauvr's purotins.

Tous les camarades sont enterrés là,
Pour défendr'les biens de ces messieurs-là.

(Refrain)

Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront,
Car c'est pour eux qu'on crève.
Mais c'est fini, car les troufions
Vont tous se mettre en grève.
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,
De monter sur l'plateau,
Car si vous voulez faire la guerre,
Payez-la de votre peau !

Après la Révolution d'octobre 1917, la Russie se retire de la guerre

Au-delà de ses effets directs et indirects sur la situation politique européenne et mondiale, car ces journées ébranlèrent effectivement le monde, la prise du pouvoir par le Parti bolchevik en novembre 1917 eut d'importantes conséquences sur la guerre elle-même. Fidèles à leurs engagements, les nouveaux dirigeants proclamèrent en effet par leur « décret sur la paix », dès la constitution du premier « Conseil des commissaires du peuple » au début du mois de novembre, le retrait immédiat de la Russie révolutionnaire de la guerre. Le cessez-le-feu sera effectif sur l'ensemble du front le 7 décembre. Sur le plan diplomatique, la publication par le nouveau pouvoir d'un certain nombre d'accords secrets entre les Alliés, comme ceux concernant le partage de l'Empire ottoman, fut également ressenti avec un certain effroi par les chancelleries d'Europe.

Du côté des forces des Empires centraux, on espérait que ce retrait permettrait de rediriger des centaines de milliers de soldats sur le front ouest. Mais ce plan n'était pas si simple à mettre en œuvre. Il y avait à cela bien sûr des raisons matérielles et logistiques. Mais les unités de l'armée austro-hongroise étaient par ailleurs elles-mêmes sur le point de se désagréger. Quant à la révolution, elle faisait si peur que l'état-major allemand fut contraint de maintenir une quarantaine de divisions face à elle. Elles ne tardèrent pas d'ailleurs à reprendre l'offensive au cours du mois de février et à contraindre la Russie à signer, le 3 mars 1918, le traité de Brest-Litovsk qui amputait le territoire de cette dernière de huit cent mille kilomètres carrés, d'un quart de sa population, mais surtout de ses plus grandes richesses industrielles et agricoles.

Pour les autres belligérants, l'instauration du premier pouvoir communiste de l'histoire sur un territoire représentant un sixième de la planète, représentait également un danger considérable. L'entrée en guerre des États-Unis rendait justement possible, et même en un sens inéluctable, une issue victorieuse. Les Alliés commencèrent donc à préparer une autre guerre, dirigée cette fois contre le « pouvoir des soviets ». Dès la formation des premières unités contre-révolutionnaires en Russie au printemps 1918, celles-ci bénéficièrent d'un important appui financier et en armement. Mais, en raison de la faiblesse même du crédit dont ces « armées blanches » jouissaient dans la population russe, des corps expéditionnaires furent par ailleurs constitués par la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Japon.

La dernière offensive alliée

Sur le plan militaire, l'année 1918 fut d'abord marquée par une tentative de percée des forces allemandes à l'ouest, alors qu'elles étaient restées dans une position globalement défensive depuis l'automne 1914. D'abord enfoncées par l'effet de surprise et par les assauts de l'artillerie lourde engagée par le général Ludendorff, les troupes franco-britanniques profitèrent de la largeur du front ouvert pour opérer début avril un rétablissement qui semblait inespéré.

Les deux offensives allemandes qui suivirent, dans les Flandres, puis au Chemin des Dames furent également massives et allèrent jusqu'à menacer de nouveau Paris, désormais à portée du canon que les Parisiens surnommèrent la « grosse Bertha », canon géant disposant d'une portée de plus de cent kilomètres. Mais elles furent arrêtées. Cette « seconde victoire de la Marne », menée à grands renforts de chars appuyés par l'aviation, fut pour les alliés un tournant décisif.

Dès juillet, leur supériorité matérielle et en hommes, assurée en particulier par les contingents américains, était totale.

La situation dans les Balkans et en Europe centrale accéléra ce processus. Les alliés de l'Allemagne capitulèrent en effet tour à tour, à commencer par la Bulgarie fin septembre. L'Allemagne, dont la population souffrait déjà cruellement du blocus, se vit privée du blé et du pétrole roumain. L'Empire ottoman signa à son tour un armistice le 30 octobre, tandis que les troupes italiennes pénétrèrent profondément en Autriche dont l'armée se décomposait rapidement.

Menacé par les forces de la révolution à l'intérieur, sans espoir de pouvoir contrer les forces armées qui lui étaient désormais

opposées, le pouvoir allemand capitula. L'armistice fut signé dans le wagon stationné à Rethondes, le 11 novembre, à 5 h 10. Il entra en vigueur sur l'ensemble du front à 11 heures, le même jour.

Une saignée démographique sans précédent

Le tableau de la page suivante reprend les estimations les plus couramment admises des pertes militaires de la Première Guerre mondiale :

Un tel tableau est malheureusement incapable de rendre véritablement compte de l'hécatombe subie dans certains pays et des conséquences humaines de la guerre qui se firent sentir pendant toutes les années, voire les décennies, qui suivirent. Cette saignée et les traumatismes qui l'accompagnèrent devaient marquer en effet toute la génération de l'après-guerre, et au-delà, par sa permanence, le siècle tout entier. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, si les historiens se sont entendus pour considérer que le XX^e^ siècle a commencé véritablement avec la Première Guerre mondiale.

Bilan de la Première Guerre mondiale				
Puissances alliées				
Pays	**Hommes mobilisés**	**Morts et disparus**	**Blessés**	**Prisonniers**
Russie	18 100 000	1 800 000	4 950 000	2 500 000
France et son Empire	7 891 000	1 375 800	4 266 000	537 000
Grande-Bretagne (Empire et dominions)	8 904 467	908 371	2 090 212	191 652
Italie	5 615 000	578 000	947 000	600 000
États-Unis	4 273 000	114 000	234 000	4 526
Japon	800 000	300	907	3
Roumanie	1 000 000	250 706	120 000	80 000
Serbie	750 000	278 000	133 148	15 958
Belgique	365 000	38 716	44 686	34 659
Grèce	353 000	26 000	21 000	1 000
Portugal	100 000	7 222	13 751	12 318
Monténégro	50 000	3 000	10 000	7 000
Sous-total	**48 201 467**	**5 380 1 15**	**12 830 704**	**3 984 116**
Puissances centrales				
Allemagne	13 200 000	2 033 700	4 216 058	1 152 800
Autriche-Hongrie	9 000 000	1 100 000	3 620 000	2 200 000
Turquie	2 998 000	804 000	400 000	250 000
Bulgarie	400 000	87 500	152 390	27 029
Sous-total	**25 598 000**	**4 025 200**	**8 388 448**	**3 629 829**
TOTAL	**73 799 467**	**9 405 315**	**21 219 152**	**7 613 945**

Chapitre VI

La vague révolutionnaire et les traités de paix

L'armistice général qui survint ce 11 novembre 1918, représenta un formidable soulagement pour les peuples. Mais il céda vite la place aux désillusions. Car cette date fut loin de marquer le terme des conflits armés, en Europe orientale et au Moyen-Orient notamment.

La terreur blanche était en train de s'abattre sur toute une partie de l'Europe centrale ainsi qu'en Allemagne. La Grande-Bretagne elle-même était engagée dans des opérations militaires en Irlande, depuis qu'à Pâques 1916 la première insurrection du mouvement national avait été écrasée sur l'île.

Les troupes italiennes investirent à la fin de l'été 1919 une partie de la côte Dalmate et la ville de Fiume, derrière la figure emblématique du poète nationaliste D'Annunzio. Elles en réclamaient le rattachement à l'Italie, comme la promesse en avait été faite par la France et la Grande-Bretagne à l'Italie en 1915. Cette « affaire » de Fiume ne trouvera pas son règlement avant l'année 1920. Autant de preuves que les mécanismes qui avaient amené au déclenchement de la guerre à l'été 1914 étaient loin d'avoir trouvé leur règlement.

La vague révolutionnaire de l'après-guerre

Une course de vitesse s'était dans les faits engagée entre les forces de la révolution et de la contre-révolution dans toute l'Europe, comme bien des guerres l'avaient entraînée dans le passé. Le spectre de la Commune de Paris hantait les dirigeants des grandes puissances européennes.

Tandis que les armées alliées lançaient leur offensive au cours de l'été 1918 et acculaient finalement l'Allemagne à la capitulation en novembre 1918, la vague révolutionnaire commençait déjà à ébranler le Vieux Continent. En Allemagne même, la révolte des soldats et des marins engagée à Kiel depuis la fin du mois d'octobre, s'était transformée en un mouvement révolutionnaire impliquant des millions de travailleurs encore sous l'uniforme et dans les usines. Des comités se constituèrent dans les ports de la mer du Nord, puis progressivement dans toutes les grandes villes du pays s'inspirant en partie de l'exemple des soviets russes. Le 9 novembre, le socialiste Ebert, que ce précédent effrayait, fut nommé chancelier et la république fut proclamée. Le même jour, Karl Liebknecht proclama de son côté la « république socialiste ». Mais il manquait à cette révolution, à l'inverse de l'Octobre russe, le parti disposant des forces et de la détermination suffisantes pour renverser véritablement l'ordre établi. L'appareil d'État allemand, malgré l'abdication de l'empereur Guillaume II, était resté en grande partie intact et les corps-francs, ces bandes d'hommes armés issus de l'armée en décomposition, écrasèrent dans le sang le premier assaut des masses laborieuses à Berlin, assassinant au cours de la « semaine sanglante » du 6 au 12 janvier 1919 ses deux dirigeants Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Dans cette répression, ce sont les dirigeants sociaux-démocrates qui, à la tête du gouvernement

nouvellement mis en place, avaient joué, selon leurs propres termes le rôle de « chiens sanglants » et permis de rétablir l'ordre.

Il fallut cependant plusieurs années aux différents gouvernements d'Europe pour écraser la vague révolutionnaire de l'après-guerre, car celle-ci était le produit de l'effondrement général des économies conjugué à la colère des travailleurs et des paysans paupérisés par la guerre. Cette vague s'était également traduite par la création de partis communistes dans la presque totalité des pays à la suite de la fondation de la Troisième Internationale au printemps 1919. En Pologne, en Hongrie, mais aussi en Italie et de nouveau en Allemagne, l'ordre ne fut rétabli qu'après une répression féroce soutenue par les grandes puissances et les forces qui leur étaient inféodées ou par la mise en place de pouvoirs dictatoriaux. En Finlande, le pouvoir abattit par milliers les prisonniers à la mitrailleuse dans les fossés tandis que s'entassaient les opposants dans des « camps de concentration ». Aux États-Unis, une chasse systématique aux révolutionnaires de toutes obédiences, aux communistes – ou suspectés tels – et aux militants ouvriers fut entreprise dans un climat de peur du « rouge » (« Red Scare ») alimenté par les classes possédantes et la presse. C'est dans ce contexte que furent arrêtés en 1920 les deux anarchistes Sacco et Vanzetti. Ils seront condamnés à mort l'année suivante.

Des traités de paix porteurs de lourdes menaces

Les traités de l'après-guerre consacrèrent en apparence la domination des puissances française et anglaise aux dépens de l'Allemagne. La « conférence de la paix » ouverte le 18 janvier à Versailles,

se clôtura cinq mois plus tard, le 28 juin 1919. Les représentants des pays vainqueurs s'y réunirent (Clemenceau notamment y représentait la France, Lloyd George la Grande-Bretagne, Orlando l'Italie et Wilson les États-Unis) sans se donner la peine de consulter réellement qui que ce soit d'autre, pour décider du sort de l'Europe et des deux puissances désignées comme les seules responsables du déclenchement de la guerre, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les principes généraux des « Quatorze Points » énoncés par le président Wilson devant le Sénat américain en janvier 1918, comme la « *limitation des armements* », le « *règlement de la question coloniale* », furent mis de côté dès qu'il se fut agi des « *réalités* » géopolitiques et de la préservation des intérêts des grandes puissances vainqueurs de l'Allemagne.

Cette conférence de paix usurpait d'ailleurs son nom à plusieurs titres. D'abord, parce que la guerre continuait sous d'autres formes dans plusieurs pays, comme nous l'avons souligné.

Mais les intentions affichées ou secrètes des différents gouvernements, dont les rivalités étaient à peine masquées, ne pouvaient de toute façon guère laisser espérer une paix durable. L'issue de la guerre n'avait fait qu'ajouter de nouvelles contradictions, de nouvelles sources de tensions en Europe, mais aussi dans bien d'autres régions du monde.

Les ambitions du gouvernement français, et dans une moindre mesure britanniques, exprimées à Versailles pouvaient se résumer au slogan : « L'Allemagne paiera ».

Sur le plan territorial, l'Allemagne fut donc largement démembrée. Elle fut amputée du huitième de son territoire et du dixième de sa population, sans que l'on envisageât que celle-ci fût consultée. Son unité territoriale était mise à bas par la création du « corridor

de Danzig » à l'Est. La Sarre serait occupée pour quinze ans et placée sous l'administration de la Société des nations nouvellement créée ; la rive gauche du Rhin serait démilitarisée et occupée pour une période de cinq à quinze ans.

Quant à l'Alsace-Lorraine, elle revenait à la France. L'Allemagne se voyait en outre dépouillée de toutes ses colonies en Afrique et en Asie.

Mais la France s'arrogeait également un droit de propriété sur la production charbonnière allemande. La propriété de ses brevets lui était retirée. Car, du point de vue économique et financier, les deux puissances française et britannique entendaient bien prélever leur tribut sur les plus riches régions industrielles de leur ennemi vaincu. « *Il faut presser le citron jusqu'à ce que ses pépins craquent* », aurait déclaré à ce propos un ministre anglais. La Belgique reçut également sa part du démembrement de l'empire allemand, en obtenant le rattachement d'Eupen et Malmédy.

Il fut décidé en outre que l'État allemand verserait des indemnités et des réparations de guerre colossales pendant plusieurs décennies. Les grandes voies fluviales du pays furent internationalisées, sa flotte marchande en grande partie transférée aux pays vainqueurs. Sur le plan commercial, l'Allemagne se voyait contrainte d'appliquer la clause de la nation la plus favorisée aux puissances alliées et associées.

Les forces armées du pays étaient réduites à cent mille hommes, un nombre estimé nécessaire pour écraser une révolte de sa population. L'Allemagne serait ainsi placée sous la domination de ses rivaux. Cela n'allait pas sans contradictions. Les industriels français installés en Sarre par exemple voulaient écouler leur production en direction du Reich et surtout pas sur le marché intérieur français,

bien trop étroit. Quant aux industriels britanniques, ils ne tardèrent pas à s'inquiéter des ambitions françaises sur l'Allemagne. Churchill expliquait ainsi qu'un ennemi commun, le communisme, allait bientôt réconcilier les ennemis de la veille. « *Nous allons peut-être devoir étoffer l'armée allemande,* écrivait-il, *tant il est important de remettre ce pays debout, de peur de voir s'étendre le bolchevisme* ». Dans les pays baltes, les « vainqueurs » de la guerre, comme le prévoyait d'ailleurs expressément l'article XII de l'armistice de novembre 1918, ne s'étaient-ils pas déjà appuyés sur les troupes allemandes, réorganisées en corps-francs, pour écraser le soulèvement populaire en 1919 ?

Au-delà du seul territoire allemand, c'est toute la carte de l'Europe centrale et orientale qui fut également redessinée. Aux empires déchus, Allemagne, Autriche-Hongrie, succédèrent une poussière d'États. À l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, il fallait ajouter notamment à la nouvelle carte de l'Europe la Pologne, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie (taillées dans le territoire de la Russie) et le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui devait prendre quelques années plus tard le nom de Yougoslavie. Ce partage avait aussi pour fonction d'entourer la Russie communiste d'une zone tampon destinée à faire obstacle à son influence sur le continent

Les grandes puissances pratiquèrent à Versailles le démembrement des peuples, sans aucun respect pour le prétendu « principe des nationalités » énoncé par le président Wilson dans ses « quatorze points » censés présider à la naissance de nouveaux rapports entre les États.

C'est ainsi que la Roumanie comprenait, au milieu des années vingt, 12 500 000 Roumains, mais aussi 1 308 000 Hongrois, 723 000 Allemands, 448 000 Bulgares, 308 000 Russes et

57 000 Serbes. Il en allait de même dans la Tchécoslovaquie issue du démembrement de l'Empire austro-hongrois, puisque sur un total de treize millions d'habitants, ce pays dénombrait 3 000 000 d'Allemands (dans la région des Sudètes, notamment) et 700 000 Hongrois. Au total, on estime à 30 millions le nombre de personnes ne se reconnaissant pas dans le nouveau partage. Celui-ci fut d'ailleurs encore aggravé par la suite par les annexions de la Pologne en Europe centrale. À tel point que les grandes puissances crurent se dédouaner en ajoutant aux clauses du traité de Versailles un « traité des minorités » exprimant le vœu du respect des droits des minorités qu'elles avaient elles-mêmes placées dans des situations impossibles.

Le nom de Versailles est resté dans la mémoire collective, mais un ensemble de conférences et d'accords moins connus se tinrent sous le nom de « traités de la banlieue parisienne ». Ils étaient destinés à écrire en termes diplomatiques ce que la guerre avait permis : un nouveau partage du monde. Le traité de Versailles fut complété notamment par celui de Neuilly avec la Bulgarie, celui de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche, et celui du Trianon avec la Hongrie.

Le Moyen-Orient était en particulier au cœur d'enjeux économiques et politiques entre les grandes puissances, car l'effondrement de l'Empire ottoman, ainsi que les clauses coloniales du traité de Versailles, qui privait l'Allemagne de ses colonies et de sa zone d'influence en Chine, ouvraient d'immenses perspectives de conquêtes et de pillage. Ce fut, sur le plan diplomatique, l'objet du traité de Sèvres avec la Turquie.

La question du pétrole, ainsi que celle de la dépendance à l'égard des États-Unis avaient surgi avec force durant la guerre en raison du recours massif aux transports par camion, au développement de

l'aviation et des chars. Du côté français, les industriels du secteur réclamèrent « *une politique du pétrole pour échapper au monopole de la Standard Oil dans la dépendance de laquelle restait la France* ». Ils seront entendus et servis par les différents gouvernements. Le gouvernement britannique intensifia dans le même but ses investissements.

Et c'est dans la région du Moyen-Orient que se trouvait le pétrole accessible, depuis que la Révolution russe avait fermé l'accès aux gisements de Bakou. Dès 1916, les dirigeants britanniques et français s'entendirent pour se partager les dépouilles de l'Empire ottoman et les avoirs de l'impérialisme allemand dans les compagnies exploitant la région. Par les accords secrets Sykes-Picot, la France s'était attribuée le contrôle sur les futurs États ainsi créés, le Liban et la Syrie, tandis que la Grande-Bretagne s'arrogerait la part du lion, notamment l'Irak et son riche sous-sol. Il fallut d'ailleurs plusieurs années d'intenses combats pour que Mustapha Kemal, à la tête des armées de la jeune République turque, empêche le démembrement complet de la Turquie prévu par le traité de Sèvres et impose un nouveau traité (Lausanne, 1923).

Au sein de leur propre empire, les gouvernements français et anglais n'apportèrent aucun aménagement significatif sur le plan politique. En Algérie, le gouvernement accorda très exactement deux cent cinquante-six naturalisations à des indigènes et finança également en guise de récompense la construction de la Mosquée de Paris, censée symboliser la reconnaissance de la France aux sacrifices consentis par « ses musulmans ». Le « droit des peuples » ne s'appliquait pas plus en effet dans les colonies, quels qu'aient été les dizaines de milliers de soldats des colonies morts sur les différents fronts. C'était là aussi une source de rancœurs, de remise en cause

et de conflits dès le lendemain de la guerre, dans le Rif marocain et au Moyen-Orient notamment.

Une période très dure pour les classes populaires

La situation générale des femmes ne fut pas non plus véritablement transformée par la guerre. S'il y eut bien une augmentation de leur taux d'activité, comme dans les usines Citroën où elles constituaient 60 % du personnel, elle fut beaucoup plus faible qu'on l'a prétendu. Et ces femmes, considérablement moins payées, furent par ailleurs massivement licenciées après la guerre.

Non seulement elles n'acquirent pas de droits supplémentaires, mais elles subirent une pression politique et sociale constante dans les années qui suivirent. Il fallait repeupler l'Europe et une intense propagande gouvernementale et cléricale fut entreprise pour que la femme assume le rôle que la nature, pour ne rien dire de Dieu lui-même, lui avait réservé : la maternité. En France, c'est de l'immédiate après-guerre et de la Chambre dite « bleu horizon » que date la législation condamnant la publicité en faveur des méthodes contraceptives et les personnes se rendant coupables d'avortement.

Quant à l'égalité politique, elle fut refusée aux femmes. La Belgique introduisit bien le droit de vote des femmes dans sa législation, mais il concernait uniquement… les veuves de guerre, celles-ci votant en lieu et place de leur défunt mari. Le droit de vote en Grande-Bretagne ne concernait encore que les femmes de plus de trente ans. Seule la Révolution russe en Europe avait accordé une totale égalité en droits aux femmes.

Même les blessés, a fortiori ceux originaires des colonies, ces millions d'estropiés et de « gueules cassées » furent, malgré la propagande des gouvernements, traités avec le plus grand mépris et reçurent des pensions dérisoires. En Grande-Bretagne, c'étaient les soldats mutilés, ou leurs veuves s'ils venaient à mourir, qui devaient apporter eux-mêmes les preuves que leur handicap était bien lié à la guerre. Quant aux soldats internés en hôpitaux psychiatriques ou souffrant de graves troubles, ils furent le plus souvent abandonnés à leur sort.

L'économie mondiale n'étant plus entraînée par la production de guerre, une vague de faillites et de licenciements massifs survint, en particulier au cours de l'année 1921. La production agricole mit des années avant de retrouver son niveau d'avant-guerre et la sous-nutrition fut quasi permanente en Europe centrale, mais aussi en Allemagne. Dans ce dernier pays, la crise ressurgit de façon spectaculaire, également pour des raisons politiques et sociales, durant l'année 1923, année marquée notamment par une hyper-inflation dévastatrice pour les salariés, mais aussi, et peut-être surtout, pour les petits épargnants. Elle provoqua également l'intervention française dans la Ruhr, et une nouvelle situation révolutionnaire en Allemagne. Mais elle fut aussi ponctuée par la tentative de putsch du Parti national-socialiste de Hitler en Bavière. Révolution et contre-révolution continuaient leur affrontement. Il ressurgit encore plus violemment pendant la décennie suivante.

La domination de la puissance américaine

Si la guerre avait permis aux anciennes puissances coloniales de conserver leur prédominance en Europe et même d'élargir leur

empire aux dépens de l'impérialisme allemand, c'est la puissance des États-Unis qui fut consacrée par l'issue de la Première Guerre mondiale.

De principaux prêteurs sur le marché financier international, la France et la Grande-Bretagne devinrent lourdement endettées auprès des États-Unis. Pour la France, la dépense purement militaire entre 1914 et 1918 (sans compter la charge de la dette publique) peut être estimée à six fois le budget annuel moyen d'avant-guerre. La dette totale de l'État passa dans ce pays de 33 à 219 milliards de francs-or, alors que la production industrielle était en 1919 inférieure d'un tiers à son niveau d'avant-guerre.

Un impôt sur le revenu, auquel les classes dirigeantes s'étaient jusque-là toujours opposées, fut créé. Mais son rendement était dérisoire. Ce furent donc les impôts indirects qui assurèrent en dernier recours la part croissante des recettes.

Sur le plan monétaire, le franc et la livre sterling ne pouvaient plus prétendre à dominer les échanges. Les puissances publiques avaient massivement eu recours à l'augmentation de la masse monétaire : elle avait été multipliée par cinq en France, par onze en Grande Bretagne et en Allemagne.

La création de la Réserve Fédérale aux États-Unis en 1913 avait montré la volonté de ces derniers d'imposer leur propre monnaie dans les règlements internationaux. L'effondrement du franc et de la livre sterling, qui fut ponctué dans les années 1920 par une série de dévaluations, accélérera cette montée en puissance. En 1919, les États-Unis possédaient déjà près de la moitié du stock d'or mondial, qui servait alors d'élément de référence pour les monnaies. À l'issue, et à la faveur de la guerre, les États-Unis étaient devenus la

première puissance industrielle, financière, politique et militaire du monde. Ils auraient à l'avenir à en assumer les tâches.

L'autre fait important de ce repartage du monde était l'émergence de la puissance japonaise. Pendant la guerre, le Japon, déjà présent dans l'actuelle Corée, s'était lancé à l'assaut de la Chine avec, dans un premier temps, l'aval des États-Unis dont les dirigeants avaient déclaré que le Japon jouissait dans ce pays « *de droits spéciaux créés par la géographie* ». Il reçut également dans le cadre des traités de « paix » sa part des colonies allemandes dans le Pacifique Nord, ainsi que des droits sur les territoires contrôlés par Allemands avant-guerre en Amérique latine. Ces privilèges accordés au Japon déclenchèrent un soulèvement à Pékin le 4 mai 1919 qui fut l'un des éléments décisifs du passage de la conscience nationale à la conscience révolutionnaire de toute une partie de la jeunesse chinoise.

Dès 1922, les États-Unis, par le traité de Washington, firent savoir au Japon qu'ils entendaient être les maîtres de la région : ses droits sur la Chine lui furent retirés, des quotas draconiens lui furent imposés et sa flotte fut limitée aux trois cinquièmes de celle des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Alors que le bruit de la mitraille s'était à peine éteint, dans cette partie du monde tous les éléments d'un nouvel affrontement étaient donc également déjà posés.

D'une guerre à l'autre

Pour contrer l'influence de la révolution russe et du courant communiste, un thème revint constamment dans cette Europe de l'après-guerre : les peuples avaient certes beaucoup souffert, mais il

s'agissait d'un sacrifice nécessaire pour établir une paix durable en Europe. Le conflit serait ainsi la « der des ders ».

Les discours officiels aux prétentions pacifistes fleurirent avec le même enthousiasme que les discours chauvins du mois d'août 1914. La Société des nations (SDN) fut créée, avec comme but officiellement et solennellement proclamé de garantir la paix du monde en unissant les forts et les faibles. Une Cour permanente de justice internationale et des mécanismes d'arbitrage furent mis en place. Un « tribunal des peuples » devait même trancher en cas de rejet d'une sentence arbitrale. Mais ni l'Allemagne ni la Russie soviétique, dont l'accès à ce « club de vainqueurs » fut interdit lors de sa fondation, ni mêmes les États-Unis, dont le Sénat rejeta l'adhésion, n'appartinrent à la SDN lors de sa création.

On décerna dans les années suivantes des prix Nobel de la paix aux partisans de la réconciliation entre les pays qui s'étaient combattus, et on en vint même à voter l'abolition de la guerre elle-même ainsi que le principe d'une « paix universelle ».

Dans le même temps, les grandes puissances continuaient à financer et à intervenir contre la Russie bolchevique, et écrasaient dans le sang les premiers mouvements nationalistes qui émergeaient dans les colonies ou dans les zones sous leur influence au début des années vingt.

À l'ère industrielle et des empires coloniaux, la guerre ne pouvait être qu'une lutte sanglante « *entre les plus gros propriétaires d'esclaves pour le maintien et la consolidation de l'esclavage* », comme l'écrivit Lénine. Cette Première Guerre mondiale avait prolongé, par des moyens infiniment plus destructeurs, le combat pour le partage et le pillage de la planète que se menaient les grandes puissances depuis plusieurs décennies. La défaite de l'Empire allemand et le

repartage de l'Europe et du Moyen-Orient à l'issue de ces années de massacres et de terreur ne pouvaient pas résoudre durablement les contradictions fondamentales de l'économie qui avaient provoqué l'embrasement général en août 1914. Dans son livre *Les conséquences économiques de la paix*, même l'économiste John Maynard Keynes, qui n'avait pourtant rien d'un révolutionnaire, mit en garde les dirigeants occidentaux contre la véritable bombe à retardement que constituaient les « solutions » apportées par les traités de l'après-guerre.

En 1929, le monde s'enfonçait dans la crise. Et vingt ans après la fin du premier conflit mondial, l'affrontement militaire entre les grandes puissances reprit. Cette Deuxième Guerre mondiale fut, on le sait, encore plus destructrice et meurtrière.

S'exprimant au lendemain de l'arrêt des combats sur le front occidental, en 1918, Rosa Luxemburg avait résumé l'alternative offerte, selon elle, à l'humanité : « *Qu'est-ce que la guerre a laissé de la société bourgeoise, hormis un gigantesque tas de ruines ? Formellement, bien entendu, tous les moyens de production et la plupart des instruments du pouvoir, pratiquement tous les instruments décisifs, restent aux mains des classes dominantes. Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet. Mais ce que nos dirigeants pourront obtenir avec les pouvoirs en leur possession ne sera rien d'autre que le chaos, malgré leurs tentatives frénétiques de rétablir par le sang et le massacre leur système de spoliation. Les affaires en sont au point où, aujourd'hui, l'humanité doit faire face à cette alternative : soit elle périra dans le chaos, soit elle trouvera son salut dans le socialisme.* »

La Révolution russe, née du chaos que la guerre avait rendu insupportable aux peuples, avait mis cette deuxième voie à l'ordre du jour, tout en faisant de l'extension du processus révolutionnaire

la condition essentielle de sa réussite. La volonté d'une révolution mondiale avait été une réponse à la guerre mondiale.

Les classes dirigeantes avaient de leur côté conscience de ce qui menaçait leur domination et les bases mêmes de l'économie. Au cours de la guerre, les différents États renforcèrent considérablement les moyens de surveillance et de répression dont ils disposaient contre leurs propres populations et contre leurs propres soldats. Cela leur procura un avantage considérable lorsque la contestation de la guerre commença à s'exprimer dans toutes les armées, en particulier à partir de 1917.

L'issue de la guerre ne fut donc pas, à l'exception de l'expérience soviétique, et contrairement à l'espoir formulé par Rosa Luxemburg, l'avènement d'une société nouvelle dont les idées socialistes auraient constitué l'ossature.

Mais, par bien des aspects, la « barbarie » qu'elle évoquait alors ne tarda pas à s'immiscer dans les sociétés et les États que la guerre ou les traités de paix avaient façonnés. Les forces de la réaction et du militarisme l'emportèrent. Loin d'être la « der des ders », la guerre de 1914-1918 avait été la première, ainsi que la matrice, des guerres et des révolutions du XX^e^ siècle.

Chronologie

1914

28 juin : assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, à Sarajevo.

28 juillet : l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.

29 juillet : réunion du bureau de l'Internationale socialiste, à Bruxelles.

30 juillet : mobilisation générale en Russie.

31 juillet : ultimatum de l'Allemagne à la France et à la Russie. Assassinat de Jean Jaurès.

1er août : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Mobilisation générale en Allemagne et en France.

2 août : attaque du Luxembourg puis de la Belgique par les troupes allemandes.

3 août : l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique.

4 août : le Royaume-Uni déclare la guerre à l'Allemagne. Poincaré appelle à l'union sacrée devant les deux Chambres parlementaires qui votent les crédits de guerre à l'unanimité. Les députés sociaux-démocrates, majoritaires, votent les crédits de la guerre au Reichstag.

12 août : mobilisation générale en Russie.

19 août : les troupes allemandes entrent à Bruxelles.

19-20 août : Échec de la percée française en Lorraine.

26-30 août : bataille de Tannenberg. L'offensive russe est brisée.

26 août : entrée des socialistes français au gouvernement.

29 août-2 septembre : le gouvernement français quitte Paris menacé par l'avancée allemande et s'installe à Bordeaux.

6-13 septembre : bataille de la Marne, l'avancée des troupes allemandes est contenue.

Fin septembre/mi-novembre : « course à la mer » sur le front occidental. Début de la guerre de positions.

1er novembre : l'Empire ottoman se joint aux Puissances centrales et ferme l'accès aux détroits aux Alliés.

8 décembre : retour du gouvernement français à Paris.

1915

4 février : le gouvernement allemand proclame le blocus des côtes alliées, début de la guerre sous-marine.

Mi- février/mi-mars : offensive alliée en Champagne.

17-21 février : violents combats aux Éparges.

Mi-mars : début de la campagne des Alliés aux Dardanelles.

22 avril : première utilisation de gaz asphyxiants à Ypres.

9 mai : offensive française en Artois.

23 mai : suite au traité secret de Paris, l'Italie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie.

10 juin : première des douze offensives italiennes sur l'Isonzo contre les lignes autrichiennes.

1er-19 septembre : offensive générale austro-allemande sur le front est.

5-8 septembre : conférence des socialistes contre la guerre à Zimmerwald.

25 septembre/1er novembre : échec des offensives franco-britanniques, en Champagne et en Artois.

5 octobre : entrée en guerre de la Bulgarie contre la Serbie. Débarquement d'un corps expéditionnaire allié à Salonique.

23 novembre : l'armée serbe bat en retraite vers l'Albanie, d'où elle est évacuée vers Corfou.

1916

21 février : début de la bataille de Verdun.

20-24 avril : conférence socialiste internationaliste à Kienthal.

31 mai/1er juin : bataille entre les flottes allemande et britannique au Jutland.

Juin/août : offensive du général russe Broussilov.

1er juillet : début de la bataille de la Somme. L'Italie déclare la guerre à l'Allemagne.

27 août : entrée de la Roumanie en guerre contre l'Autriche-Hongrie.

29 août : en Allemagne, von Falkenhayn est remplacé par le maréchal Paul von Hindenburg à la tête de l'armée.

15 septembre : première utilisation des chars par l'armée britannique dans la Somme.

18 novembre : fin de la bataille de la Somme.

12 décembre : fin de la bataille de Verdun.

25 décembre : le général Joseph Joffre est remplacé par Robert Nivelle à la tête des armées françaises.

1917

Janvier : vague de grèves en France dans les usines d'armement et

dans la couture.

9 janvier : Guillaume II lance la guerre sous-marine totale.

8 mars : début de la révolution à Petrograd.

15 mars : abdication du tsar Nicolas II. Formation d'un gouvernement provisoire qui décide de poursuivre la guerre.

6 avril : entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne.

16 avril : début de l'offensive Nivelle au Chemin des Dames.

4 mai : échec de l'offensive au Chemin des Dames.

15 mai : Philippe Pétain remplace Nivelle comme commandant en chef des armées françaises.

Fin mai-juin : apogée des mutineries dans les troupes françaises.

4 juin : les forces italiennes du général Luigi Cadorna battent en retraite sur le front du Carso.

28 juin : arrivée en France des premières troupes du corps expéditionnaire américain.

29 juin : la Grèce entre dans la guerre au côté des Alliés.

31 juillet-10 novembre : offensive britannique dans les Flandres, bataille de Passchendaele.

16 août : succès de l'offensive franco-britannique dans les Flandres au nord d'Ypres.

17-20 septembre : répression armée contre les soldats du corps expéditionnaire russe à La Courtine.

24 octobre : défaite italienne à Caporetto face aux Autrichiens.

7 novembre : prise du pouvoir par les bolcheviks en Russie.

5 décembre : la Russie signe un cessez-le-feu avec l'Allemagne qui sera suivi d'un armistice.

9 décembre : entrée des troupes britanniques à Jérusalem.

1918

8 janvier : le président Wilson annonce son programme de paix en « Quatorze Points ».

Janvier-février : mouvement de grèves en Autriche-Hongrie et en Allemagne.

3 mars : paix séparée entre la Russie et les Empires centraux signée à Brest-Litovsk.

21 mars : début de l'offensive allemande en Picardie.

9 avril : offensive allemande en Flandre.

14 avril : Foch est nommé commandant en chef des armées alliées.

7 mai : traité de paix entre la Roumanie et les Puissances centrales.

13-28 mai : mouvement de grèves dans les usines de guerre en France.

27 mai : offensive allemande au Chemin des Dames.

18 juillet : seconde bataille de la Marne. Début de la grande contre-offensive alliée.

8 août : offensive alliée en Picardie. Victoire des Alliés sur la Somme.

15 septembre : offensive alliée en Macédoine.

26-28 septembre : offensive alliée généralisée sur le front occidental.

29 septembre : la Bulgarie signe un armistice.

Octobre : début de l'épidémie de « grippe espagnole ».

24-29 octobre : offensive italienne victorieuse.

30 octobre : l'Empire ottoman signe l'armistice à Moudros.

3 novembre : l'Autriche-Hongrie signe l'armistice.

9 novembre : révolution en Allemagne, abdication de l'empereur Guillaume II.

11 novembre : signature de l'armistice entre l'Allemagne et les Alliés, marquant la fin de la guerre.

Novembre : proclamation de la République en territoire tchèque et en Hongrie.

1919 et 1920

5-11 janvier 1919 : soulèvement des spartakistes à Berlin. Assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht

18 janvier-28 juin 1919 : conférence « de la paix » à Versailles.

2-6 mars 1919 : premier congrès de l'Internationale Communiste.

21 mars 1919 : proclamation de la République des conseils de Hongrie.

Septembre/octobre 1919 : offensive et apogée des armées blanches en Russie.

19 mars 1920 : le traité de Versailles est rejeté par le Sénat américain.

10 août 1920 : traité de Sèvres avec la Turquie.

11 novembre 1920 : le soldat inconnu est enterré sous l'Arc de triomphe.

Éléments de bibliographie

Ouvrages scientifiques

Audoin-Rouzeau (Stéphane), Prochasson (Christophe), *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Tallandier, 2008, 511 p.

Cazals (Rémy) et Loez (André), *La vie au quotidien dans les tranchées de 1914-18*, éd. Cairn, 2008, 297 p.

Cochet (François) et Porte (Rémy), *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, Laffont, 2008, 1120 p.

Ferro (Marc), *La Grande Guerre*, Gallimard, 1969, 384 p. *Le soldat russe en 1917*, Les Annales, 1971, N° 1, p 14-39. Et sous sa direction, *Frères de tranchées*, Perrin, 2005, 268 p.

Loez (André), 14-18. *Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, 2010, 690 p.

Offenstadt (Nicolas), *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Odile Jacob, 2002, 350 p. Et sous sa direction, *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, 2004, 493 p.

Rolland (Denis), *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, 2005, 447 p.

Rosmer (Alfred), *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, Éditions d'Avron, 1993, distribué par Les Bons Caractères, 588 p. (tome 1) et 254 p. (tome 2).

Rousseau (Frédéric), *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Le Seuil, 1999, 414 p.

Roux (François), *La Grande Guerre inconnue, Les poilus contre l'armée française*, Les éditions de Paris, 2006, 218 p.

Soutou (Georges-Henri), *L'or et le sang, les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Fayard, 1989, 963 p.

Vallaud (Pierre), *14-18, la Première Guerre mondiale*, 2 vol., Fayard, 2004, 301 p. et 311 p.

Romans et témoignages

Barthas (Louis), *Les carnets de guerre du tonnelier Barthas*, François Maspéro, Mémoires du peuple, 1979.

Boyden (Joseph), *Le chemin des âmes*, Albin Michel, 2006, 391 p.

Chevallier (Gabriel), *La Peur,* Le dilettante, 2008, 349 p.

Cobb (Humphrey), *Les sentiers de la gloire*, Marabout, 1975, 255 p.

Des Mazery (Bénédicte), *La vie tranchée*, Anne Carrière, 2008, 362 p.

Dos Passos (John), *Trois soldats*, Ecriture, 1993, 439 p et *L'initiation d'un homme : 1917*, Folio, 1996, 189 p.

Dugain (Marc), *La chambre des officiers*, Press Pocket, 1999, 171 p.

Ferney (Alice), *Dans la guerre*, J'ai lu, 2006, 380 p.

Glaeser (Ernst), *Classe 22*, Ed Victor Attinger, 1929, 317 p et *La paix*, Les bons caractères, 2006, 352 p.

Hasek (Jaroslav), *Le brave soldat Chvéïk*, Livre de Poche, 1965, 249 p.

Köppen (Edlef), *L'ordre du jour*, Tallandier, 2006, 365 p.

Latzko (Andreas), *Hommes en guerre*, Titanic, 1994, 157 p.

Lee (Carol Ann), *La rafale des tambours*, Quai Voltaire, 2009, 395 p.

Lussu (Emilio), *Les hommes contre*, Austral, 1995, 262 p.

Manning (Frederic), *Nous étions des hommes*, Phébus libretto, 2004, 337 p.

Poulaille (Henry), *Les damnés de la terre*, Les bons caractères, 2006, 445 p. et *Pain de soldat*, Cahiers libres, 1995, 528 p.

Remarque (Erich-Maria), *À l'ouest rien de nouveau*, Livre de Poche, 1974, 287 p.

Romains (Jules), *Verdun*, Livre de Poche, 1975, 283 p.

Soljenitsyne (Alexandre), *Août quatorze*, 2 vol., Folio, 1974, 466 p et 462 p.

Wharton (Edith), *Un fils sur le front*, Flammarion, 2004, 346 p.

Table des matières

Introduction **5**

Aux origines du conflit **11**

Le partage colonial 12

Les autres formes de la domination des grandes puissances 14

La préparation à la guerre : la croissance des budgets militaires et la transformation des armées 16

La propagande patriotique et ses vecteurs : l'école, la presse, les intellectuels 18

Une guerre annoncée et dénoncée par la social-démocratie 19

Des rivalités incessantes : de Fachoda aux guerres balkaniques 23

L'entrée en guerre et le revirement de la social-démocratie **29**

Les forces en présence 29

La politique « d'union sacrée » des dirigeants du mouvement ouvrier 30

Les principaux fronts et les « buts de guerre » 33

La mobilisation des opinions publiques 35

Les soldats ont-ils « consenti » à la guerre ? 39

Dans tous les pays, des militants sont restés fidèles à l'internationalisme 45

Les principales phases du conflit, 1914-1916 **51**

L'année 1914 et l'échec de la guerre de mouvement 51

L'année 1915, l'enlisement et l'ouverture de nouveaux fronts 55

1916 : l'enfer de Verdun et de la Somme 58

Comment les gouvernements et les états-majors ont maintenu la discipline au front 60

Les transformations des sociétés en guerre 67

Le renforcement du pouvoir des gouvernements 67
L'intervention permanente des États dans des économies au service de guerre 70
Pendant la guerre, les (très bonnes) affaires continuent 74
L'appauvrissement des populations 78

De l'année 1917 à l'armistice 81

À l'est, du nouveau : la Révolution de février jette à bas l'autocratie tsariste 81
L'intervention des États-Unis change le rapport des forces 83
Printemps 1917, une vague générale de révoltes et de mutineries 86
Un texte désormais célèbre : *La Chanson de Craonne* 91
Après la Révolution d'octobre 1917, la Russie se retire de la guerre 93
La dernière offensive alliée 95
Une saignée démographique sans précédent 96

La vague révolutionnaire et les traités de paix 99

La vague révolutionnaire de l'après-guerre 100
Des traités de paix porteurs de lourdes menaces 101
Une période très dure pour les classes populaires 107
La domination de la puissance américaine 108
D'une guerre à l'autre 110

Chronologie 115

Éléments de bibliographie 121

Ouvrages scientifiques 121
Romans et témoignages 122

Dans la même collection

1 Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

3 Histoire de la mondialisation capitaliste, 1492-1914